

# REVOLUTION INTERNATIONALE



ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## EFFONDREMENT ECONOMIQUE ESCALADE GUERRIERE

### Plus d'illusions, plus d'hésitations

# Tous unis dans la lutte!

Jamais depuis la 2ème guerre mondiale, la classe ouvrière des pays industrialisés n'avait été confrontée à une situation aussi grave que celle d'aujourd'hui. Jamais le capitalisme décadent n'avait dévoilé aussi ouvertement son vrai visage : celui d'un système qui n'a plus rien à offrir à l'humanité qu'une misère et une barbarie sans cesse croissantes.

Le réalisme est là sous nos yeux qui nous montre enfin au grand jour l'impasse dans laquelle se trouve acculé le système capitaliste. Le krach boursier qui, depuis plusieurs semaines, ébranle l'économie mondiale, vient aujourd'hui balayer les derniers restes d'illusions sur une quelconque issue à la crise.

Pendant des années, la bourgeoisie de tous les Etats nous a dit "Faites-nous confiance. Ca ira mieux demain". Pendant toutes ces années, on nous a obligé à travailler plus, à gagner moins, on nous a présenté le fléau du chômage comme un mal nécessaire mais passager. Résultat : la crise n'a cessé d'empirer d'années en années, de mois en mois pour aboutir aujourd'hui à un effondrement boursier international annonçant une nouvelle ère de récession : comme le capitalisme n'en a pas connue depuis la grande dépression des années 30.

La seule perspective qui se profile d'ores et déjà avec cette brusque accélération de la crise, c'est celle d'une misère accrue où aucun pays ne saurait être épargné. Dans les mois et les années à venir, les populations des pays sous-développés vont connaître des famines encore et toujours plus meurtrières, le prolétariat de ces pays va subir des conditions d'existence encore plus atroces que celles qu'il connaît déjà depuis des décennies tandis que dans les pays les plus industrialisés -notamment ceux d'Europe occidentale- ce qui attend la classe ouvrière ce sont des attaques qui vont s'intensifier à un rythme et avec une violence jamais vues depuis la 2ème guerre mondiale.

A cette situation gravissime pour les conditions d'existence du prolétariat mondial vient aujourd'hui s'ajouter une perspective bien plus menaçante, bien plus

effroyable encore : celle de l'inexorable fuite en avant du système dans la barbarie guerrière.

Face à l'impasse économique, le capitalisme ne peut s'orienter que dans une seule voie : celle d'une nouvelle guerre mondiale. La guerre qui ne cesse de s'intensifier depuis 4 mois dans le golfe persique avec l'implication massive des principaux pays du bloc occidental resserrant les rangs derrière les USA, n'a qu'une seule signification : elle constitue un jalon déterminant dans les préparatifs de la bourgeoisie vers une 3ème guerre mondiale qui, avec les armements d'aujourd'hui ne pourrait mener qu'à la destruction de l'humanité.

Ainsi, même si, de façon immédiate, les ouvriers des pays industrialisés ne subissent pas directement dans leur chair toutes les horreurs de cette guerre comme leurs frères de classe d'Iran et d'Irak, ils sont néanmoins impliqués malgré eux et le seront de plus en plus, et cela par le seul fait que c'est encore sur leur dos que "leur" bourgeoisie va devoir financer son insatiable effort de guerre.

Il n'y a pas d'illusions à se faire. Plus la crise va s'accroître, plus elle va exacerber la course folle du capitalisme vers la barbarie généralisée.

Il est clair que le pire est devant nous. Cependant, cette situation loin d'être démoralisante est au contraire riche de promesses. Elle est un encouragement à développer nos luttes contre toutes les attaques de nos conditions d'existence. D'abord parce que nous n'avons pas d'autre choix que celui de continuer à nous battre, à défendre nos propres intérêts de classe exploitée, à refuser le moindre sacrifice. Ensuite et surtout parce que si la crise actuelle est bien plus grave que celle des années 30, si cette dernière a finalement abouti au déclenchement de la 2ème guerre mondiale, la situation que nous vivons aujourd'hui est radicalement différente.

Alors que la crise des années 30 est venue frapper un prolétariat battu, défait par l'écrasement de la première vague révolutionnaire de 1917-1923, un prolétariat soumis aux idéaux bourgeois, marchant au pas derrière les drapeaux du fascisme et de l'anti-fascisme et faisant

ainsi cause commune avec ses propres exploités, il n'en n'est plus de même dans la situation présente.

L'approfondissement de la crise aujourd'hui trouve une classe ouvrière qui, aux quatre coins de la planète -et notamment dans les pays d'Europe occidentale- n'a cessé depuis vingt ans de s'affirmer en tant que classe en développant sa combativité, en déserrant de plus en plus l'étau de l'idéologie bourgeoise.

Alors que se développe aujourd'hui la plus importante vague de luttes du prolétariat mondial depuis la fin des années 60, toute cette putréfaction que révèle au grand jour le système capitaliste, doit impulser la détermination des ouvriers à renforcer encore leurs combats. Et ce renforcement passe par le développement partout de luttes toujours plus massives et unies, de luttes qui, doivent briser toutes les divisions (par usines, par secteurs, par régions...) dans lesquelles tentent de nous enfermer les syndicats, de luttes dans lesquelles doivent se regrouper en un seul front commun TOUS les ouvriers, qu'il soient du secteur public, du secteur privé ou chômeurs.

Seule l'unification de ses combats peut permettre à la classe ouvrière de s'opposer à la misère et à la barbarie généralisées que nous promet à coup sûr ce système moribond.

Avril  
21/11/87

### Sommaire

FRANCE :	
. Attaques anti-ouvrières, S.S., chômage.....	p. 3
. La CGT manoeuvre à Renault.....	p. 2
. Les "affaires" de la bourgeoisie.....	p. 2
. Vive la crise du PCF.....	p. 2
29-87, AUJOURD'HUI LA CRISE EST PLUS GRAVE..	p. 4
GOLFE PERSIQUE, UNE MOBILISATION GENERALE.	p. 5
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE :	
. Italie, Grande Bretagne.....	p. 6
. Grève générale au Liban.....	p. 5
. NUAGE TOXIQUE, METRO DE LONDRES.....	p. 5

RENAULT

# LA CGT SE BAT ... POUR FAIRE PASSER LES LICENCIEMENTS

■ Les licenciements pleuvent à Renault, au compte-goutte ou par paquets depuis plus de trois ans, sans entraîner de mobilisation massive des ouvriers pour s'y opposer. A Billancourt notamment, le sinistre "à qui le tour?" semble prédominer. A qui la faute, ou plutôt : qui tente de désarmer ainsi les ouvriers ?

L'ensemble des prétendus défenseurs des ouvriers : les syndicats, à commencer par la CGT !

N'est-ce pas la CGT qui, depuis deux ou trois ans, clamait qu'elle gardait l'usine pendant les vacances, hurlant : "pas un boulon ne sortira de l'usine". Les boulons sont toujours dans l'usine, mais les licenciements se succèdent. Alors qu'aujourd'hui il s'agit pour toute la bourgeoisie de porter des coups redoublés à la classe ouvrière, et notamment dans le secteur de l'automobile, la CGT poursuit le même travail : elle se prépare activement à faire passer les nouveaux licenciements et en particulier à l'usine de Billancourt promise prochainement à la fermeture. Pour cela, elle cherche à détourner les ouvriers de la question des licenciements et de toutes les préoccupations réelles en focalisant l'attention sur dix de ses délégués licenciés et condamnés juridiquement pour "voies de fait" contre la hiérarchie de l'usine. "Leur crime, c'est d'être des syndicalistes CGT qui ont été au premier rang dans l'action en faveur des intérêts des salariés de Billancourt et de la Régie elle-même" (tract PCF). Mensonges !

Sacrée action en faveur des salariés que le coup de force cégétiste d'octobre 85 où la CGT décréta la fermeture des grilles de l'usine au mépris de toute volonté ouvrière sans aucune AG des ouvriers eux-mêmes, figurant ainsi sinistrement par avance le sort réservé à l'usine par le gouvernement... Edifiant souvenir dans la mémoire des ouvriers concernant ces "10" qui avaient participé à un tel "putsch" pour une grève obligatoire et artificielle !

Depuis plusieurs semaines l'organe officiel du barnum CGT, l'Huma, a remplacé la campagne sur Albertini par celle sur "les 10" de Renault. Mais encore ? S'agit-il d'appeler à lutter régionalement pour empêcher les licenciements ? Que non ! Ça pétitionne devant les "Prisonniers", ça fait défiler les employés municipaux derrière "les 10", ça parade à la télé !

Qu'en pensent les ouvriers ? : "C'est scandaleux, tous les jours la CGT et le PCF distribuent des tracts pour défendre les dix. On ne parle jamais de nous" (déclaration d'un ouvrier de Billancourt au Monde du 27/11). Que voilà donc un bon moyen de faire oublier le bon millier de licenciés anonymes, ceux qui vont suivre rapidement (843 déjà annoncés à Billancourt) et tous ceux qui seront impliqués dans la perspective de fermeture de Billancourt comme d'autres usines dans le cadre de l'attaque générale planifiée par la bourgeoisie.

Devant un tel acharnement médiatique, beaucoup d'ouvriers, à Billancourt et ailleurs, n'espèrent plus que sur les indemnités de départ. Ils n'ont plus confiance en qui-conque, et surtout pas envers les permanents CGT qui restent en place, qui gardent les mêmes méthodes expéditives à l'égard de la masse des ouvriers, et qui sont connus -comme "les 10"- pour être des brutes à l'égard des militants révolutionnaires qui diffusent leurs tracts à l'entrée de l'usine. Journaux et télévisions nous font sciemment apparaître les syndicalistes en général comme les principaux martyrs des licenciements et de la répression du patronat... mais tout ce qui s'agit ou est réprimé n'est pas forcément du côté ouvrier ! Que certains naïfs paient les pots cassés des frasques de l'appareil cégétiste est une chose, certainement déplorable, mais de grâce qu'on ne demande pas aux ouvriers de prendre fait et cause pour cet appareil de casse de la lutte. Au demeurant "les 10" tout comme "les 8" de La Chapelle-Darblay sont tout bonnement réintégrés à terme après tout un cirque juridique, ou retrouvent une place dans telle municipalité PCF.

Le spectacle de "défouloir psychologique" CGT-médias sert à dissoudre toute idée de lutte ouvrière et à briser toute velléité de lutte des ouvriers en créant un sentiment d'isolement et d'amertume. Spectaculaire l'opération hélicoptère des sbires de la direction au magasin de Renault-Eragny, pour contourner le piquet de grève CGT et rappeler sinistrement Talbot-Poissy. Mais du même coup, quel service spectaculaire rendu à la CGT qui en profite pour enfoncer le pieu de l'isolement usine par usine ; ainsi au magasin de pièces de rechange de Cergy Pontoise, la grève dure... dans l'isolement et... le fair-play CGT qui consiste à ne bloquer que les véhicules et à laisser passer les personnes. Résultat : quand la direction porte plainte demandant l'expulsion du piquet de la CGT celle-ci reçoit l'honorable appui du tribunal de Pontoise pour continuer la parade médiatique.

Tout aussi spectaculaires et impressionnantes... d'inanité les amendes faramineuses et irréalistes à souhait réclamées aux chefs CGT (amendes qui sont au bout du compte dérisoires). Spectaculaire le tohu-bohu syndical à Flins après la grève de Cergy (500 F pour tous). Ils s'y mettent même pour une fois à trois -CGT, CFTD, FO-. Mais il suffisait d'être sur place pour les voir se démenner en pure perte devant un parterre d'ouvriers (car ces messieurs étaient haut-perchés sur le balcon de l'entrée de Flins) qui prenaient le travail indifférents aux cris de racolage des syndicalistes. Contrairement aux assertions des journaux et de la CFTD, les mini-débrayages de Flins ont été peu "suivis".

Pour ajouter à tout ce spectacle, la CGT organise tout un battage autour du changement de "statut" de Renault, sur les thèmes "Non à la privatisation", "Re-

nault appartient à la Nation", autant de thèmes destinés d'abord à détourner l'attention des ouvriers de la vraie question des licenciements, Renault privatisée ou pas, ensuite à renforcer le sentiment d'écoeurement et d'impuissance des ouvriers.

En somme, la CGT a toujours la même perspective pour les ouvriers : faire passer les licenciements tout en prenant une part déterminante dans le sabotage de la riposte ouvrière.

Ouvriers de Renault,

La propagande dominante qui parle d'une volonté d'en finir avec les syndicalistes et de l'insuccès de la CGT a pour but d'avaliser la situation actuelle, de faire croire à une défaite ouvrière acquise d'avance !

La vérité est que syndicats et gouvernement sont ligés contre nous malgré les apparences. Voici notre réponse : pas question de baisser les bras et de se soumettre. C'est sûr, après le krach boursier il va y avoir d'autres licenciements dans l'automobile. Le gouvernement ne nous fera pas de cadeau. Ceci exige de riposter par la lutte. La lutte est possible malgré les garde-chiourmes syndicaux. Mais rien ne se fait tout seul : il faut rompre l'isolement ! Que ceux de Billancourt prennent contact avec d'autres ouvriers des usines voisines et de toute la région parisienne. Que ceux de Cléon, de Flins, de Douai, de Sandouville et des divers magasins Renault menacés par les mêmes réductions d'effectifs fassent de même. Prenez l'initiative d'appeler à des AG à Billancourt par exemple en y convoquant les ouvriers des autres secteurs de la région. Formez des comités de lutte pour discuter de la situation actuelle et ne pas vous laisser licencier dans l'attente du messie syndical. Sachez que gouvernement et syndicats ont peur de vos réactions massives et hors des syndicats comme celle des cheminots il n'y a pas si longtemps !

Damien

*NOUS ATTENDONS DE CEUX QUI NOUS LISENT DES LETTRES, DES TEXTES OU ILS EXPRIMENT LEURS REACTIONS, LEURS OPINIONS SUR NOTRE INTERVENTION, SUR TOUS LES PROBLEMES QUE SOULEVE LA LUTTE DE LA CLASSE AUJOURD'HUI. EN CETTE PERIODE ENCORE TROUBLE OU MURIT LA FORCE QUI VA BOULEVERSER L'HUMANITE, LA DISCUSSION EST UNE NECESSITE VITALE. DANS CE BUT, NOUS AVONS OUVERT NOTRE JOURNAL A UN COURRIER DU LECTEUR OU NOUS PUBLIONS CES CONTRIBUTIONS, AVEC NOTRE REPONSE.*

## VIVE LA CRISE DU PCF !

■ Garaudy, Ellenstein, Fiszbın... ces dissidences n'affectaient pas en profondeur le PCF. Il en va tout autrement avec les secousses qui bouleversent aujourd'hui le parti stalinien dans les fondements mêmes de son appareil directeur, qui sapent les assises historiques de sa construction. A ce plan, le démantèlement de la section de la Haute-Vienne et la démission de Rigout sont tout à fait éloquentes. Le PCF est donc bel et bien en crise. Cela dit, non, non et non le déclin et la crise du PCF n'ont rien à voir de près ou de loin avec une quelconque perte de vitesse de la classe ouvrière. Si la bourgeoisie essaie aujourd'hui avec une morose frénésie de fourrer cette idée dans le crâne des ouvriers, eh bien, c'est qu'elle ne s'y trouve pas, précisément. En désarroi, la classe ouvrière ? Allons donc ! C'est tout l'inverse qui se montre, et l'on dira avec une tranquille objectivité que plus mal se porte le PCF, mieux se porte le prolétariat. Parce que la classe ouvrière s'affirme de plus en plus pour elle-même, le PCF perd en proportion sa puissance et son ascendant sur les ouvriers.

Là gît l'explication foncière de sa crise actuelle, que l'on pourrait simplifier ainsi : le parti de la place du Colonel-Fabien ne tire pas la corde du rapport des forces du côté du prolétariat mais dans le camp capitaliste. Aussi peu ouvrier que le PS, le PCF est, comme ce dernier, un parti bourgeois.

Il relève d'une certaine dynamique de l'Histoire qu'un parti qui, tel le PCF, s'est développé dans les années 30 sur la base et au prix d'une immense défaite de la classe ouvrière mondiale régresse dès le moment que le prolétariat remonte des abîmes de la contre-révolution, et ouvre les yeux sur l'imposture de celui qui prétend parler en son nom tout en assujettissant les prolétaires au joug de l'économie capitaliste. Ainsi, c'est bien depuis 1968 que le PCF a amorcé le déclin dont la bourgeoisie parle aujourd'hui non sans quelque perversion masochiste (se délecte-t-on de l'amputation d'un membre de son corps?). Au début et jusqu'en 1984, ça ne se discernait pas trop ; ça devient beaucoup plus clair à compter de 84. La chose, c'est sûr, revêt une grande importance ; elle recèle beaucoup d'implications sur lesquelles nous devrions revenir dans de prochains articles. Pour l'heure, martelons un seul coup mais tapons bien fort.

Le parti de Lajoie et de Marchais—celui de Juquin et des Rénovateurs tout aussi bien, d'ailleurs—est en train de payer, c'est-à-dire que la classe ouvrière est en train de lui faire décaisser le prix de sa participation au gouvernement de 1981 à 1984. Parti bourgeois, il ne

pouvait assurément pas se dérober à l'expérience, mais son exposition sur le podium de l'Etat, sous les feux de rampe capitalistes, devait produire un effet très positif sur la conscience de classe des ouvriers. Dans le malheur, quelque chose est bon : au fond, il faudrait remercier le PCF d'avoir ainsi contribué à faire que le prolétariat se débarrasse plus vite des illusions majeures qu'il nourrissait encore à son endroit. Merci donc au PCF pour les mesures d'austérité anti-ouvrières qu'il a signées sous le paraphe de Mauroy. Merci pour les licenciements qu'il a fait passer chez Talbot et Citroën, préparés chez Renault. Merci, Fiterman, pour les propos dénonciateurs tenus contre les grévistes de la gare Saint-Lazare en 1982. A travers l'entonnoir de sa crise, le PCF, ce chien stalinien, doit aujourd'hui bien sentir —la bourgeoisie ne le paye-t-elle pas pour renifler les humeurs rebelles des ouvriers?— que les ouvriers n'ont décidément en rien —ou si peu— oublié ses vilenies gouvernementales, quoi que Marchais et son sbire syndical Krasucki aient fait depuis le retrait du pouvoir, en 1984, pour tenter d'en effacer la marque dans la mémoire des travailleurs. Et ça, franchement, c'est jubilatoire.

Effondrement de l'appareil, hémorragie des effectifs militants, ce sont deux phénomènes reliés au constat de l'irréversibilité désormais acquise de la perte d'influence idéologique du PCF dans la classe ouvrière. Songez que pendant plus de cinquante ans le parti de Thorez-Marchais a toujours pu—quoique de manière sans cesse plus difficile—, annuler dans la conscience des prolétaires l'impact des crimes capitaux—capitalistes—qu'il a commis (Résistance, Reconstruction post-guerre...). Eh bien, il apparaît que le PCF n'y parvient plus, ou très mal, depuis 1984. Malgré une abondante verbosité radicale, en dépit de tous les airs de champion révolutionnaire et prolétarien qu'il se donne ces derniers temps, quelques actions d'allure ouvrière qu'il mette en scène, il n'arrive pas à faire oublier aux prolétaires ce qu'il a fait contre ceux-ci de 1981 à 1984. Cette incapacité nouvelle est très significative. Oui, c'est vrai, le PCF est en crise, et nous en sommes très heureux parce que ça veut dire non pas comme l'insinue perfidement la bourgeoisie, PCF en tête, que le prolétariat se démoralise, mais exactement l'inverse : on va maintenant à pas accélérés vers des affrontements décisifs entre le prolétariat et ses faux amis politiques, tel le PCF (et ses seides gauchistes).

SM

## Les "affaires" : TOUS POURRIS, MAIS UNIS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

■ Même les gens de la classe dominante le disent : les "affaires" (Luchoire, Chaumet, etc.) sont un rideau de fumée pour détourner l'attention des exploités des problèmes sérieux, la récession économique ; l'amplification du chômage ; la diminution des salaires et la baisse des prestations sociales de l'Etat. Nous ne prêtons pas indûment cette affirmation à la bourgeoisie, puisque le PCF (par la bouche de Gisèle Moreau) l'a proférée de vive voix à la télévision. Qu'un chanteur impénitent de l'économie nationale comme le parti stalinien donne ainsi à sa classe d'appartenance le conseil de la franchise en démontre long sur l'érosion des moyens de mystification des bourgeois.

Les problèmes de la situation économique sont si criants, tellement inscrits dans la préoccupation immédiate des travailleurs ; la dégradation de leurs conditions d'existence à ce point sensible pour les prolétaires qu'il devient de plus en plus vain de s'ingénier à la leur masquer, se disent tous les personnels politiques de la bourgeoisie, du FN au PCF. Ces différents suppôts de l'Etat ont pourtant une grande peur chevillée au ventre : attaquer la classe ouvrière et outrance—ce à quoi le degré de la crise capitaliste oblige sans échappatoire possible—alors qu'on n'a plus les moyens—ou fort peu désormais—de lui faire croire que l'embellie succédera à tous les sacrifices consentis, ça craint un maximum.

Mais, bon, il faut bien faire quelque chose, se raisonne la classe des exploités. Alors la bourgeoisie se sert de sa propre pourriture, de l'abjection de ses moeurs politiques naturelles pour donner aux ouvriers l'impression que les "affaires" contrarient, hypothèquent quelque part le plein déploiement de l'attaque capitaliste... Rideau de fumée que tout ça, en effet, tous les bourgeois, si des querelles de castes les divisent, sont foncièrement soudés sur un point : la défense du capital national et l'imposition de ses diktats, aux ouvriers. Il y a au moins une leçon que la magouille bourgeoise éclaire pour les ouvriers : au front d'attaque du capitalisme (du PCF au FN), les prolétaires doivent opposer une façade de riposte compacte et unifiée.

SM

# ATTAQUES ANTI-OUVRIERES

## ENCORE PLUS DE MISERE POUR TOUS

La bourgeoisie française, gouvernement en tête, ose proclamer: "La crise n'est pas si grave, le chômage se stabilise, les hausses de prix sont contenues..."; le ministre des Finances, Balladur, annonce même sans sourcilier que la "crise boursière ne devrait pas avoir de répercussions sur le budget 88" ! Allons donc ! A entendre les déclarations rassurantes de tous ces braves gens, les "ondes dévastatrices" du krach boursier d'octobre se propageraient partout... excepté en France !

La réalité est tout autre. La dépression économique qui s'annonce, à la suite du krach boursier, bien plus profonde que les précédentes (voir article page 5), notamment au coeur de l'Europe, va placer la France (qui n'est pas la mieux placée devant l'accentuation inéluctable de la guerre commerciale) en première ligne des pays centraux touchés. Il est au contraire plus clair encore qu'ailleurs que l'Etat français, qui s'était résolument engagé dans un vaste programme "néo-libéraliste" de privatisations, a été pris de court. Il escomptait ainsi combler une large partie des trous budgétaires avec les recettes produites par la vente des "actions nouvelles" lancées sur le marché: le krach, et plouf, il n'a plus d'autre recours aujourd'hui que de concentrer en urgence et sans lésiner sur les moyens toutes ses énergies dans de nouvelles attaques, à un niveau bien supérieur, dans leur ampleur et leur férocité, contre tou-

te la classe ouvrière qui va, une fois encore, payer une addition, de plus en plus lourde. Les ouvriers, en France comme partout, n'ont rien d'autre à attendre de ce capitalisme en faillite que TOUJOURS PIRE !

Ainsi, alors que depuis des années, et surtout depuis ces derniers mois, des attaques frontales et massives s'abattent déjà sans ménagement sur toute la classe ouvrière, l'avenir capitaliste signifie pour elle voir se développer, et devoir subir encore plus vite, des attaques encore plus massives et encore plus fortes à tous les niveaux.

Alors que le nombre d'ouvriers réduits au chômage s'est largement accru depuis la simplification de la procédure de licenciements par exemple, 20 000 emplois ont été supprimés ces deux dernières années chez Renault), alors que la Fonction publique est passée au premier plan des cibles de l'Etat, alors que la diminution du taux de remboursement des médicaments est devenue une réalité durement ressentie par toutes les familles ouvrières, les implications les plus immédiates du redoublement des attaques prochaines sont que tous les plans anti-ouvriers élaborés, discutés, peaufinés par la bourgeoisie au cours de ces derniers mois vont non seulement être adoptés beaucoup plus rapidement, mais encore prendre une ampleur tout autre que les projets eux-mêmes (tous concoctés avant le krach) ne le lais-

saient prévoir.

Il en est ainsi des programmes de licenciements: parmi les plus lourds et significatifs, la fermeture de l'usine de Renault Billancourt (plus de 10 000 ouvriers aujourd'hui), déjà prévue, devrait être plus rapidement réalisée alors que la planification des licenciements pour l'ensemble de la Régie devrait entraîner, début 1989, les effectifs à passer sous la barre des 70 000 salariés (licenciement de près de la moitié du personnel en 5 ans!). Le secteur public continue d'être une des cibles principales, ainsi 8 200 nouvelles suppressions d'emploi sont annoncées à la SNCF pour 1988...

Il en est ainsi des "réformes" telles que la bourgeoisie les a déjà préparées et a commencé de les mettre en oeuvre au niveau de la Sécurité sociale ou de l'assurance chômage, particulièrement caractéristiques de l'abandon graduel de toute "protection sociale", où il ne fait aucun doute que les attaques iront largement au-delà des mesures "en débat", sous l'effet de la formidable accélération de la crise qui s'annonce.

Loin de démoraliser la classe ouvrière, cette accélération doit constituer le catalyseur le plus puissant pour renforcer sa détermination à développer et à unifier les luttes, en France comme partout ailleurs.

## SECURITE SOCIALE

■ Peu après la publication du rapport sur la Sécurité sociale, un des six "sages" auteurs du projet pouvait affirmer sans la moindre hésitation: "On ne pourra pas ne pas tenir compte de nos recommandations, quelle que soit l'équipe gouvernementale en place", face aux pseudo-tergiversations du gouvernement pour décider des mesures à prendre en la matière. L'ampleur de la mise en scène de la bourgeoisie sur le thème "la Sécurité sociale ne survivra qu'à condition d'accepter de douloureuses remises en cause" ne peut d'ailleurs guère laisser de doutes sur les projets qu'elle nourrit: demander à tous les ouvriers les "sacrifices nécessaires". Pour cela, la bourgeoisie ne lésine pas sur les moyens: spots publicitaires pour "sauver la Sécurité sociale tous ensemble et solidairement", pas moins de 434 "consultations" sont organisées à l'échelon départemental, et pour couronner le tout, en guise d'apothéose, les Etats généraux des 12 et 13 novembre derniers animés par tous les témoins des médias (Ockrent, Elkabbach...), avec force matériel vidéo, qui n'ont débouché directement sur aucune décision concrète. Mais, de l'aveu général, il s'agissait d'un "débat d'idées" qui ne sert qu'à "sensibiliser" l'opinion publique: il faut rationaliser les "efforts", discuter ensemble "quels sacrifices consentir". On ne fait que "suggérer", c'est-à-dire qu'on prépare largement, on conditionne les salariés à cette attaque, on fait mine de repousser l'essentiel des mesures après l'échéance électorale des présidentielles alors même que l'on essaie de masquer que les attaques ont déjà largement commencé de passer dans la réalité, bien avant la "discussion" du rapport, avec notamment:

- la diminution du taux de remboursement des médicaments qui grève déjà depuis des mois lourdement les budgets familiaux;
- la "réforme hospitalière" qui a été mise en oeuvre depuis près de deux ans avec à la clé blocage des crédits de création de postes, réduction du nombre de lits d'hôpitaux et suppression d'effectifs;
- le "forfait hospitalier" à la charge des assurés institué depuis bien plus longtemps encore, grâce "aux bons soins" de l'ex-ministre du PC Ralite;
- des hausses importantes des cotisations sociales tous azimuts (retenues à la base sur les feuilles de paie): pour l'assurance-maladie, pour le régime des retraites, pour les assurances mutuelles diverses, qui ont fait passer chez beaucoup d'ouvriers les salaires nets perçus en 1987 en dessous de ceux de 1986 !

D'autre part, on esquisse le fait que les attaques se poursuivent quasi quotidiennement en parallèle et sans grands éclats: ne vient-on pas de voir Mme Barzach, ministre de la Santé, annoncer la mise en oeuvre d'une croisade contre la "gabegie existant dans les centres hospitaliers spécialisés prétendus "sur-dimensionnés" et avertir de restrictions budgétaires importantes affectant aussi bien des établissements, prônis à la fer-

meture, et qui se traduisent par la réduction des effectifs du personnel hospitalier..., pour ne pas parler du sort des malades.

Mais, en plus, chaque mesure avancée par les Sages aujourd'hui représente déjà à elle seule, à son niveau actuel, un véritable coup de massue asséné sur toute la classe ouvrière:

- prélèvement fiscal - au départ fixé à 1 % des revenus - sur tous les revenus, y compris ceux des personnes non imposables, et dont le taux serait modifiable, fixe chaque année par le Parlement c'est-à-dire graduel;
- transformation de la cotisation des allocations familiales, à l'origine à la charge des entreprises, en prélèvement fiscal opéré là-aussi de façon proportionnelle sur tous les revenus sans exception;
- retardement progressif de l'âge donnant droit à la pension de retraite, c'est-à-dire un retour vers la retraite à 65 ans (avec éventuellement un système de "primes d'encouragement à poursuivre une activité salariée au-delà de la limite d'âge) et à partir de la réunion de 150 trimestres d'activité salariée (soit au bout de trente-sept ans et demi de travail, et non plus vingt-sept ans et demi de service comme dans certaines branches d'activité);
- une nouvelle base de calcul des "points" de retraite établie non plus à partir des 10 "meilleures années" du salaire mais sur la base moyenne (forcément beaucoup plus basse) de l'ensemble de la carrière salariée;
- hausse générale des tarifs des médecins généralistes (à la hauteur des honoraires actuels des médecins spécialisés) et libération des prix de tous les médicaments;
- orientation vers une réduction de tous les remboursements des médicaments à un taux unique de 60 %;
- nouvelle hausse de la taxation sur les tabacs et les alcools...

Mais aujourd'hui, à travers ces mesures, il ne s'agit que de franchir un palier dans une escalade des attaques qui se traduira demain, pour toute la classe ouvrière, par des mesures bien plus fortes encore.

## MESURES ANTI-CHOMEURS

■ Les "négociations" autour de la "réforme de l'assurance chômage" ont repris récemment. Au-delà des péripéties et des palabres de cette sinistre parodie de "consultation sociale" ("certains" syndicats se déclarent prêts à accepter "certaines" mesures tout en affirmant que d'autres sont inacceptables dans la forme: la poursuite de ce pseudo-dialogue est reporté au mois de décembre), les mesures mises en avant par le patronat et qualifiées par lui de "thérapeutiques douces et homéopathiques (sic)" sont significatives de l'ampleur de la nouvelle attaque qui est fomentée contre les ouvriers de

plus en plus nombreux réduits à la condition de chômeurs, contre toute la classe ouvrière.

Dès à présent, la bourgeoisie annonce sa ferme orientation qui est:

- de différer de 10 jours le premier versement des prestations aux chômeurs: on peut se représenter ce que cet allongement de la période où ils sont privés de toutes ressources peut avoir de dramatique pour les ouvriers et leurs familles;
- de rendre la durée d'indemnisation des chômeurs de moins de 55 ans plus dépendante de leur durée d'affiliation au régime salarié. Il s'agit donc, non seulement de lier, pour la majorité des ouvriers réduits au chômage, le montant des indemnités qu'ils toucheront au salaire, mais en plus, de rendre ce montant proportionnel à la durée de la période "d'activité";
- de faire basculer les chômeurs ayant entre cinquante-sept ans et demi et soixante-cinq ans directement dans la catégorie des fin-de-droits, quelle que soit la durée de leur période de chômage, en les "sacrifiant" et les faisant tomber dans la misère la plus noire;
- de pénaliser les chômeurs ayant refusé une convention du Fonds national de l'emploi en leur octroyant d'emblée à eux aussi, une allocation de fin de droits et non plus l'allocation de base;
- de revoir la situation de tous les chômeurs ayant entre 50 et 55 ans afin de fixer les modalités pour rogner également leurs allocations;
- de réexaminer le rôle des commissions paritaires des ASSEDIC dans le domaine des prolongations de droits, ceci afin d'écartier de nouveaux "chômeurs de longue durée" du "bénéfice" du régime des ASSEDIC et de limiter au minimum les cas de prolongation de droits.

Ces mesures préconisées envers l'UNEDIC s'appuient sur la nécessité d'économiser 12 milliards de francs à partir de l'hypothèse "optimiste" d'une augmentation de 150 000 chômeurs en 1988 et seulement 100 000 en 1989.

Or, les experts en économie ont dû en hâte réviser leurs prévisions sur l'évolution du chômage après l'effondrement boursier d'octobre. Pour 1988, c'est maintenant 500 000 nouveaux chômeurs qui sont officiellement annoncés, et encore certainement bien en dessous de la vérité, toute la bourgeoisie tendant à sous-estimer en permanence dans ses prévisions l'ampleur et les effets de la récession qui va, d'une part entraîner une raréfaction plus forte de l'embauche d'autre part déclencher des vagues de licenciements supplémentaires.

C'est dire combien la bourgeoisie sera amenée à aller plus loin, à cogner plus fort dans un avenir tout proche.

**OUVRIERS, CE QUI VOUS ATTEND EST CLAIR. VOUS NE POUVEZ PLUS VOUS FAIRE D'ILLUSIONS ! DEVELOPPEZ ET UNIFIEZ VOS LUTTES: IL N'Y A PAS D'AUTRE CHOIX POSSIBLE !**

Y.D.

## REUNIONS PUBLIQUES

Sur le thème: "A L'EST COMME A L'OUEST, IL FAUT DETRUIRE LE CAPITALISME": LES LECONS DE LA VAGUE REVOLUTIONNAIRE DES ANNEES 20.

**BORDEAUX:**

Réunion publique le 19-12 au café des Arts, 138, Cours Victor Hugo. Au comptoir demander la réunion publique de RI (Revue Internationale) (réunion à 17h).

**CLERMONT-FERRAND:**

Réunion publique le 8 janvier 88, à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal, 3 rue du Maréchal Joffre.

**LILLE:**

Réunion publique le 12-12 à 14h30 à la MNE, 23 rue Gosselet.

Vente de la presse les 1er et 3ème dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

**LYON:**

Réunion publique le 8 janvier 88 à 21h, à MAJO, impasse Métral, Villeurbanne, métro République.

Permanence le 15-12 à 18h au café "La Briochette", 6, rue de la Barre, 2ème, métro Bellecour.

Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin, le 10 janvier 88, à partir de 11h30.

**MARSEILLE:**

Réunion publique le 18-12 à 21h au 205 rue Ste Cécile, 13005.

Vente de la presse le 19-12 de 11h à 12h au marché de la Plaine.

**NANTES:**

Réunion publique le 12-12 à 17h, au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).

Permanence le 4-12 à 20h30, même adresse.

Vente de la presse au marché de la petite Hollande, le 5-12 de 10h30 à 11h30.

**PARIS:**

Réunion publique le 12-12 à 17h au 27, avenue de Choisy, Paris 13ème. métro: Porte de Choisy  
Permanence le 19-12 de 17h à 19h, même adresse que la RP.

La prochaine RP aura lieu le 16-1-88, même heure, même adresse.

**ROUEN:**

Réunion publique le 19-12 à 14h30, à la Halle aux Toiles.

**TOULOUSE:**

Réunion publique le 18-12 à 21h, rendez-vous devant l'entrée du géant casino, Pont de Demoiselles.

Permanence le 4 décembre à 18h30 au café "Le Colbert", avenue St Exupéry.

Vente de la presse le 16-12 de 11h à 12h30 au marché aux légumes (place Jeanne d'Arc) et au marché aux Pucelles, place St Sernin.

**TOURS:**

Permanence le 19-12 à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

Vente de la presse au marché de St Pierre des Corps, place de la Mairie, tous les 2ème samedis du mois, de 10h à 11h.

**STRASBOURG:**

Réunion publique le 16 janvier 88 à 17h, au 101, Grande Rue, sur le thème: "Octobre 17: le premier pas de la révolution mondiale."

SOUSCRIPTION

RP à Paris (14-11).....80f.  
 Permanence à Tours (31-10 87) :  
 Maltese.....25f.  
 G.P.....40f.  
 Pépé.....10f.  
 P.B.....10f.  
 Mallers.....50f.  
 Dewey.....100f.

Total : 315f.  
 Total général : 12 149, 50 f.

PUBLICATIONS

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA  
 Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME  
 BP 1134, BXL 1  
 1000 BRUXELLES BELGIQUE

INTERNATIONALISM  
 P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO  
 Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION  
 IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE  
 CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE  
 WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION  
 BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION  
 Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE  
 BP 581 75027 PARIS CEDEX 01  
 FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :  
 FRANCE : 90 F ETRANGER : 90 F PAR AVION : 150F  
 ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE  
 INTERNATIONALE :  
 FRANCE : 65 F ETRANGER : 65 F PAR AVION : 80 F  
 ABONNEMENT COUPLE (JOURNAL + REVUE) :  
 FRANCE : 150 F ETRANGER : 150 F PAR AVION : 150F  
 Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal  
 à l'ordre de **R.I., CCP 202 3302 X PARIS**

ABONNEMENT DIFFUSEUR :  
 Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre  
 presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes  
 - Journal RI : abonnement à 3 : 110 F ; à 5 : 160 F.  
 - Revue internationale : abonnement à 2 : 70 F ; à 3 :  
 100 F.  
 Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE  
 10 F + 3 F pour frais d'envoi  
 NATION OU CLASSE  
 10 F + 3 F pour frais d'envoi  
 PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE  
 10 F + 3 F pour frais d'envoi  
 PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.  
 10 F + 3 F pour frais d'envoi  
 ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE  
 CLASSE : 10 F + 3 F  
 SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)  
 10 F + 3 F pour frais d'envoi  
 LA DECADENCE DU CAPITALISME  
 10 F + 3 F  
 L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION  
 20 F + 6 F pour frais d'envoi  
 LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE  
 30 F + 12 F pour frais d'envoi  
 BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE : 12 F  
 12 F + 3 F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 9, Cité Beauharnais, 75011  
 Directeur de la publication : D. Van Celst  
 Numéro de Commission paritaire : 54267  
 Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

1929-1987

AUJOURD'HUI  
 LA CRISE EST PLUS GRAVE

■ Les thuriféraires plumitifs et autres "experts" de la chose financière, voire économique, sont mobilisés depuis plus d'un mois pour nous donner jour après jour, voire heure par heure, des nouvelles et des explications sur l'évolution de la crise boursière.

Leur souci essentiel, outre celui de rassurer le "bon peuple", consiste à faire en sorte que le sujet ne s'écarte pas du domaine boursier et du présent le plus immédiat. Que cette crise boursière soit l'expression de la faillite d'un système économique, d'un mode de production, ne comptons pas sur eux pour le dire, ce serait remettre en cause le monde auquel ils se sont voués. Que, voici 58 ans, on ait eu un pareil phénomène, ils ne l'évoquent que pour nous dire que ce n'est pas comparable (cf. notamment "Libération" du 20-10-87) Or, la véritable signification de l'effondrement boursier du 19-10-87 réside dans le fait qu'il n'est qu'un signe annonciateur d'une récession d'ampleur jamais vue. La comparaison avec la "grande dépression" de 29 fait clairement ressortir que, si le mal ressurgit après 58 ans, toutes les médications dont dispose la bourgeoisie ont déjà été appliquées à hautes doses. Et le malade aujourd'hui est condamné autant par sa sénilité que par les drogues que lui a administrées la classe dominante. Aujourd'hui, comme il y a 58 ans, le krach boursier est le résultat, au niveau financier, de la crise de surproduction, de la saturation du marché par une pléthore de marchandises qui ne trouvent pas de débouchés solvables. Or, si en 29, après 10 ans de reconstruction, la saturation des marchés ne faisait que se poser avec netteté, en 87, nous sommes déjà depuis plus de 20 ans dans une situation de crise ouverte de surproduction qui condamne un quart de l'humanité à crever de faim.

KRACH DE 29 : LA BOURGEOISIE SURPRISE

La crise de 29 survient dans un contexte d'euphorie économique. Depuis la guerre, le capitalisme US était devenu le maître du monde. La reconstruction d'une Europe dévastée par la guerre, avait permis aux USA de faire tourner à plein leur appareil productif. Le budget et la balance US étaient excédentaires, la production US avait progressé de 11% de janvier 28 à août 29.

Dans un tel contexte, la bourgeoisie US avait démantelé en grande partie le système de contrôle étatique de l'économie, mis en place durant la guerre. C'était le triomphe du libéralisme économique, et l'Etat ne jouait qu'un rôle très limité sur le plan économique : "Pourquoi l'Etat serait-il intervenu alors que le mode de production capitaliste était en mesure, sans trop de perturbations, d'accroître régulièrement les consommations, les profits et les salaires, le commerce extérieur, l'emploi, le revenu national et le standard de vie?" ("Le conflit du siècle", F. Sternberg, p.346)

La crise des années 30 qui débute avec le krach de 29 et connaît son point culminant en 32, surprend la bourgeoisie, qui n'est pas préparée à un tel événement. Ce n'est qu'au début des années 30 qu'elle va mettre en place progressivement des mesures de capitalisme d'Etat qui vont ralentir les effets de la crise. Dans tous les pays développés, c'est l'orientation vers une économie de guerre (New Deal aux USA, grands travaux, budgets militaires en Allemagne...).

La mise en place de ces mesures capitalistes d'Etat ayant pour but de relancer l'économie au moyen de l'injection de capitaux par l'Etat se basait sur une dette publique énorme. Le déficit budgétaire US, par exemple, passe de 18 milliards de dollars en 29 à 50 milliards en 39.

La mainmise de l'Etat sur l'économie ne devait dès lors plus cesser, loin de là, durant près de 60 ans, de même que l'endettement public qui en est le corollaire.

KRACH DE 87 : LA BOURGEOISIE IMPUISSANTE

Si l'on compare, terme à terme, la situation économique de 29 et celle de 87, il est déjà patent que la situation actuelle est plus grave pour la bourgeoisie.

En 29, le Dow Jones perd 43 points; le budget US est excédentaire, la balance commerciale aussi.

En 87, le Dow Jones perd 503 points, le budget US est déficitaire de 235 milliards, et la balance commerciale accuse un déficit de 15,7 milliards de dollars pour le mois de septembre.

On pourrait à loisir multiplier ce genre d'exemple, évoquer les phénomènes aggravants, telle la quasi-simultanéité des effondrements boursiers d'aujourd'hui, par rapport au délai qu'a pris la répercussion de l'onde de choc en 1929.

Mais ce qui ressort essentiellement de la comparaison, c'est que :

-le capitalisme est en crise ouverte depuis plus de 20 ans, alors qu'en 29 le krach arrivait sur un capitalisme en expansion,

-les mesures capitalistes d'Etat mises en place dans les années 30, et qui n'ont jamais été démantelées, ne peuvent plus, comme il y a 50 et quelques années, constituer une issue pour la bourgeoisie.

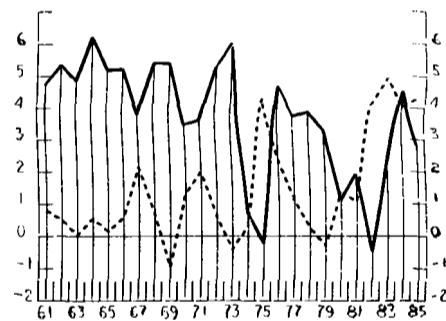
Si la crise économique s'ouvre en 29 avec le krach boursier, nous avons vu plus haut que la cause en est en grande partie l'absence d'intervention de l'Etat dans l'anarchie financière. Quand, à la fin des années 60, au terme d'une période de reconstruction, la crise économique ouverte refait son apparition, les mesures capitalistes d'Etat mises en place dans les années 30 et ren-

forcées durant la 2ème guerre mondiale n'ont pas été démantelées, loin s'en faut. Les Etats contrôlent la majeure partie des secteurs économiques, civils ou militaires; ils planifient la production de façon centralisée, il existe des organismes internationaux (FMI, banque mondiale...) à travers lesquels la bourgeoisie tente de rationaliser l'anarchie capitaliste.

Depuis l'ouverture de cette crise à la fin des années 60, on a vu se succéder des phases de récession et des phases de reprise -avec de forts taux d'inflation. C'est le produit d'une crise de surproduction et des différents palliatifs que la bourgeoisie essaie d'y apporter. La surproduction aboutit à un moment à la récession. Face à cela, la bourgeoisie fait baisser les taux d'intérêts, fait marcher la planche à billets, et la consommation -des ménages, des entreprises, de l'Etat lui-même, augmente, la production progresse et l'expansion reprend; mais cela repose sur le crédit, sur une dette publique abyssale, des déficits budgétaires comparables, et le taux d'inflation s'envole. Alors, la bourgeoisie, pour faire baisser l'inflation, réduit les déficits, fait monter les taux d'intérêts, limite la masse monétaire et l'économie déperit, le chômage augmente, les faillites d'entreprises se multiplient.

Eh bien! Depuis 20 ans, la bourgeoisie oscille entre ces deux gouffres, tantôt l'un, tantôt l'autre. Mais, bien sûr, ce ne sont pas de simples aller-retour, chaque nouvelle phase récessionniste laisse sur le carreau des centaines de milliers de chômeurs, des milliers d'entreprises en faillite, sans vraiment extirper l'inflation. De même que chaque phase inflationniste creuse davantage les déficits sans pour autant relancer durablement l'économie.

CROISSANCE DU VOLUME DU PRODUIT INTERIEUR BRUT  
 (OCDE, 24 pays industrialisés du bloc US)  
 et DEFICIT PUBLIC DES USA (en pointillés)  
 (en % du P.I.B.)



Comme nous le montre ce graphique, les "relances" ont des effets de plus en plus faibles, alors que les moyens mis en oeuvre sont toujours plus importants, que les déficits budgétaires sont plus massifs, la poussée inflationniste plus forte, et les récessions qui suivent plus profondes.

A la différence des trois précédentes, la mini-reprise de 82-83 reste très limitée. Elle creuse les déficits budgétaires (de plus de 211 milliards de dollars) et commerciaux (130 milliards de dollars), ce qui porte la dette globale des USA à 6000 milliards de dollars. De plus, elle a pour moteur essentiel les commandes de matériel militaire.

Parce que limitée géographiquement, et aussi du fait de l'ampleur du déficit et de son effet sur le dollar, cette mini-reprise entraîne un tel tourbillon spéculatif, que la circulation financière équivaut à 80 fois la circulation des marchandises. C'est la cause directe du krach. Fondamentalement, ça montre que les contre-effets des mesures de relance se font aujourd'hui sentir presque immédiatement, alors que l'effet escompté ne se produit que très lentement et très faiblement. La mini-reprise de 82-83 a permis pendant deux ans, deux ans et demi, d'éviter la stagnation complète de la croissance, mais les taux de croissance sont restés très faibles. De plus, l'inflation repart au bout de ce délai, au moment où l'appareil productif connaît une nouvelle phase de contraction. Dorénavant, donc, ce sont les deux aspects simultanément que la bourgeoisie trouve face à elle : récession et inflation, et ce après avoir pendant 20 ans combattu l'un et l'autre alternativement, sans parvenir à autre chose qu'à cumuler les effets des deux.

Et c'est bien la véritable dimension de la crise aujourd'hui. Les déficits accumulés ne permettent plus à la bourgeoisie de relancer tant soit peu l'économie, alors que la récession s'ouvre, en même temps que l'inflation repart, et qu'elle ne peut pas non plus combattre l'inflation sans risquer d'aggraver cette récession. Les remèdes n'ont plus d'autre effet que d'aggraver l'état du malade.



# GOLFE PERSIQUE UNE MOBILISATION GENERALE POUR DE NOUVEAUX MASSACRES

■ Un silence pesant s'est installé à propos de la présence et des agissements des troupes occidentales dans le golfe Persique. Alors que durant les premières semaines de cette véritable occupation militaire des eaux du Golfe, on voyait sans cesse s'ajouter de nouvelles unités à celles déjà en place, de nouveaux contingents américains, français, italiens, belges, anglais, hollandais, jusqu'à aboutir à une concentration énorme et explosive du matériel militaire le plus sophistiqué du bloc occidental, aujourd'hui les médias n'évoquent plus qu'au détour d'une phrase, d'un entrefilet les "escortes" faites à divers pétroliers.

Ne nous y trompons pas ! Cette absence de publicité a pour seul but de masquer la gravité de ce qui se tramé sur le terrain. Ce silence ne signifie nullement que le bloc occidental relâche sa pression, que les manoeuvres guerrières ralentissent. Bien au contraire. La stratégie de longue haleine, et qui connaît aujourd'hui une forte accélération, menée par le bloc US vis-à-vis de l'Iran est à la mesure de l'importance que représente ce bastion dans le dispositif US face à son rival russe (voir articles dans nos précédents numéros).

C'est dans ce contexte d'aggravation qu'il faut comprendre le sens réel du sommet des pays arabes d'Amman.

## LE SOMMET D'AMMAN : UNE MOBILISATION CONTRE L'IRAN

Ce qui, en premier lieu, va ressortir de ce sommet, c'est une condamnation sans complaisance de l'Iran. L'ennemi principal n'est plus Israël mais l'Iran, comme le déclareront plusieurs participants à ce sommet.

Tous, Emirats arabes unis, Maroc, Koweït, Yémen du Nord, Jordanie, Irak et jusqu'à la Syrie, sont prêts à se mobiliser ensemble contre cet objectif commun, déclaré "ennemi numéro un du monde arabe" (c'est-à-dire du bloc de l'ouest). Tous l'accusent de s'opposer manu-militari à la mise en application du "cessez-le-feu" décidé par l'ONU sous l'égide des USA, d'être responsable de l'aggravation du conflit Iran-Irak. Que, précisément deux jours avant l'ouverture du sommet, des missiles iraniens frappent Bagdad, que huit personnes soient prises en otage par les "fanatiques" de Téhéran au large des côtes israéliennes, ne fait qu'appuyer la volonté de tous de faire front commun contre l'Iran.

Mais ce qui ressort surtout de ce sommet, c'est la mobilisation de tous les pays de la région contre l'Iran

pour défendre les intérêts fondamentaux du bloc. Cette mobilisation exigeait que les rivalités d'intérêts économiques et les oppositions de cliques qui pouvaient persister soient balayées, les marchandages pour obtenir un quelconque leadership disparaissent : il s'agit de ramasser toutes les forces dans la région, les coordonner, de former un seul corps sous la tutelle exclusive des USA. C'est ainsi qu'on a vu les embrassades spectaculaires entre Hafez-el-Assad de Syrie et Saddam Hussein d'Irak (qui se "haïssaient" encore la veille) sous la bannière de "l'entente et de l'accord". C'est ainsi que de manière encore plus spectaculaire, au lendemain du sommet, l'Egypte est "réintégrée" dans le front des pays arabes, après avoir été "mise en quarantaine" depuis de longues années après la signature du "traité de paix séparée" avec Israël.

Ce qui s'est tramé derrière ce sommet de la "réconciliation" va bien au-delà d'un simple réajustement diplomatique. Les prétendus hésitations, notamment de la Syrie, quant à "s'engager dans une action concertée" et immédiate contre l'Iran, ne sont que mensonges. D'ores et déjà, et de façon immédiate, il s'agit pour chacun des pays de s'engager résolument aux côtés de l'Irak en lui apportant un soutien actif et massif. La mise en commun des forces militaires de la région est déjà en cours, les bruits de bottes se font plus intenses.

Dès le début du mois de novembre, le Koweït, l'Arabie Saoudite, sont massivement livrés en matériel militaire. Déjà des dizaines de milliers de "volontaires" égyptiens se battent aux côtés des troupes irakiennes. Mais l'Egypte est encore disposée à renforcer son contingent militaire et à développer l'arsenal guerrier dont elle dispose en échange des pétro-dollars des Etats du Golfe, indispensables à son économie délabrée. "On parle déjà dans la capitale égyptienne de plusieurs milliards de dollars qui permettraient notamment la réalisation de projets égyptiens pour le montage sur place des Mirage 2000 et du char américain Abrams" (Le Monde du 17.11.87)

Fort du soutien des USA et de l'Europe, toujours présents et plus vigilants que jamais dans la région, face de la mobilisation et de l'engagement des Etats du Golfe "réconciliés", l'Irak n'a-t-elle pas intensifié ses raids contre l'Iran, visant non seulement des objectifs économiques mais également les populations civiles.

Ces faits confirment bel et bien la gravité de la situation. Ce qui est devant nous, c'est le développement à

un degré supérieur de la barbarie et des massacres dans cette région. A travers cette mobilisation magistrale, le bloc occidental signifie qu'il ne s'arrêtera pas à des représailles locales contre des pétroliers. Il est prêt, organisé et décidé à taper beaucoup plus fort, tant que l'Iran ne lui sera pas soumis. Ce d'autant que, face à cette offensive et cette pression sans demi-mesure, les dirigeants fanatiques de Téhéran, pris dans une spirale suicidaire, sont prêts à sacrifier d'autres centaines de milliers de vieillards et d'enfants. C'est le sens de l'on ne peut plus macabre "appel à la mobilisation de toute la population iranienne" lancé par le Parlement iranien. Aucune hésitation à aller chercher dans les couches les plus meurtries par un conflit aussi dévastateur, aucune hésitation à puiser dans toutes les ressources humaines et les contraindre à aller au massacre... et que ceux qui ne peuvent participer physiquement à ce charnier, "participent par leurs biens en prenant en charge un combattant".

Mais ne nous y trompons pas. Un tel engagement des forces militaires de la région derrière les principales forces occidentales, une telle accumulation de matériel militaire est, non seulement utile aujourd'hui face à l'Iran, mais sera de plus utilisée demain face au bloc adverse. Que cette armada militaire se masse dans des proportions aussi énormes à la frontière de l'URSS est significatif de cet objectif. En broyant et massacrant aujourd'hui des populations entières, le bloc US est aussi en train d'organiser et de renforcer au mieux un formidable dispositif militaire contre le bloc impérialiste adverse.

MO

## Grève générale au Liban

### UNE REPONSE DE CLASSE A LA BARBARIE CAPITALISTE

■ La classe ouvrière et l'ensemble des couches exploitées au Liban vivent aujourd'hui dans un pays de ruine et de désolation où se maintenir en vie et se nourrir sont les seules priorités. La situation dans ce pays représente un concentré de la barbarie du système capitaliste en crise : un état de guerre permanent avec son lot quotidien de victimes et la misère la plus totale pour ceux qui survivent.

Pourtant c'est dans ce chaos et malgré les pires difficultés que la classe ouvrière a engagé des luttes sur son propre terrain contre la situation qu'elle subit. C'est en ce sens que ces luttes rejoignent aujourd'hui le combat engagé par les ouvriers en Belgique, en France, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Italie ou en Corée.

A la fin du mois d'octobre, c'est plus de 60 000 enseignants ainsi que des milliers d'ouvriers d'autres secteurs de la Fonction publique qui se sont mis en grève, faisant suite aux luttes qui ont secoué durant le mois de septembre les banques, les administrations, le commerce et la restauration.

Face à de tels mouvements de colère, la CGTL (Confédération générale des travailleurs du Liban, qui regroupe 60 syndicats) a été contrainte d'appeler, pour la première fois depuis 35 ans, à une grève générale illimitée, mais pour "exiger que le gouvernement gère mieux l'économie".

Le mouvement s'est étendu à tout le pays. Dans le Nord, à Tripoli, 8 500 manifestants appelaient à la chute du gouvernement. Dans le Sud, à Tyr et à Saïda, 22 000 personnes sont descendues dans la rue pour protester contre les effets dramatiques d'une inflation galopante. A Beyrouth-ouest, plusieurs marches de protestations spontanées ont déferlé sur la ville et, durant les manifestations, la foule envahissait le terre-plein qui forme la démarcation entre les secteurs chrétien et musulman en scandant : "Nous voulons vivre en paix." Se dégageant des divisions qui leur sont imposées depuis des années par la bourgeoisie, 60 000 personnes provenant des quartiers chrétiens et musulmans ont exprimé leur unité d'intérêts en manifestant violemment et en faisant des barricades. C'est ce moment-là que choisissait la CGTL pour appeler à suspendre la grève générale illimitée. Non content de ce sabotage, son principal dirigeant, Antoun Bechara, cherchait à dévoyer le sens profond de ces luttes en affirmant : "Le besoin pousse le peuple libanais vers la prise de conscience que son destin dépend de lui... La majorité attend la grève comme une échéance importante pour son avenir. Les gens savent qu'elle peut entraîner un changement..."

Ainsi, à l'entendre, les ouvriers libanais se sont battus pour que le gouvernement fasse mieux son travail, qu'il gère mieux l'économie ; s'ils se sont battus, c'est pour "sauver le pays".

Mieux que ça, c'est avec le plus ignoble cynisme qu'il les appellent à se sentir responsable de ce "sauvetage".

Alors que les ouvriers, à travers ces luttes, tendent à se dégager de l'idéologie nationaliste qui leur a coûté si cher jusqu'à aujourd'hui, Bechara cherche à les y enfermer de nouveau.

Tous ces mensonges ne peuvent masquer la réalité : aujourd'hui, la classe ouvrière au Liban, et derrière elle toute la population, hurle son ras-le-bol de la guerre, de la misère et des famines que cette guerre engendre.

Aujourd'hui moins que jamais, le prolétariat de ce pays n'a de paix à attendre de ses propres exploiters. Tous les plans bourgeois de pacification de cette région du monde se sont soldés d'année en année pour la population par une misère et des massacres croissants.

Le seul moyen d'en finir avec l'horreur quotidienne, c'est de refuser de se soumettre davantage aux exigences du capitalisme en crise. C'est ce que commence à comprendre aujourd'hui la classe ouvrière au Liban.

S.J.

## "CATASTROPHES" C'EST LE CAPITALISME QUI EST RESPONSABLE

A quelques semaines d'intervalle, le nuage toxique de Nantes du 29 octobre et l'incendie du métro de Londres du 19 novembre, sont venus rappeler le mépris que porte le capitalisme aux conditions de vie, à la vie même des populations et notamment des prolétaires qui créent les richesses qu'il s'approprie.

Si dans le premier cas, cette attitude criminelle de la bourgeoisie n'a pas abouti à mort d'homme, dans le second cas ce sont trente personnes qui ont payé de leur vie après d'atroces souffrances. Tout au long de son existence, le capitalisme, tel le dieu Moloch de l'antiquité, s'est nourri de la vie de ses exploités. Au siècle dernier, au moment de son essor, la misère physiologique, l'épuisement physique ont décimé des générations entières de prolétaires enfermés dans ses bagnes industriels.

Si pendant un certain temps, dans les pays "avancés", la condition ouvrière a pu perdre l'apparence d'une vie d'esclave, l'enfoncement du capitalisme décadent dans la crise ouverte revient confirmer dans ces mêmes pays, le caractère généralisé de la barbarie de ce système avec son cortège de misère et de souffrance indicibles. La multiplication des prétendus "accidents" qui menacent la sécurité et la vie des travailleurs, que ce soit sur leur lieu de travail, sur leur lieu d'habitation

ou dans les moyens de transport qui leur permettent de se rendre de l'un à l'autre, sont l'autre facette du développement du chômage, de la misère, de la paupérisation absolue qui aujourd'hui s'abat dans ces pays soi-disant "civilisés". L'une et l'autre ont pour origine le besoin croissant de chaque capital national, face à une crise sans issue, face à une concurrence internationale qui ne cesse de s'exacerber, de réduire toujours plus les coûts de production et, en premier lieu, le coût de la force de travail, les frais destinés à permettre aux ouvriers de survivre et de se rendre dans les lieux de production. Et cela ne peut se faire évidemment qu'en portant toujours plus atteinte aux conditions de vie et de travail, à la sécurité des populations ouvrières. Les catastrophes de Nantes et de Londres, comme celles de Bâle et de Tchernobyl ou le naufrage du ferry-boat "Herald of Free Enterprise", ces derniers temps, n'ont rien à voir avec la "fatalité". Au même titre que le développement de la paupérisation absolue dans les pays "avancés", de la famine dans les pays du "Tiers-Monde", des affrontements guerriers, ils sont le produit direct de la barbarie croissante d'un système capitaliste moribond, d'un système que le prolétariat devra détruire avant qu'il ne détruise l'humanité.

Car pour la bourgeoisie, le remplacement des installations en bois par des installations métalliques, le nettoyage des stations, la mise en place de dispositif de surveillance, d'information et de lutte contre les incendies, les exercices de sauvetage fréquents, bref tout ce qui peut assurer une meilleure sécurité des voyageurs, tout cela "coûte cher" et se répercute sur la "rentabilité" des transports. Pour le capitalisme qui se veut de plus en plus compétitif face à la crise qui s'approfondit, cette rentabilité vaut bien la vie de dizaines d'ouvriers allant à leur travail ou en revenant. Il lui en coûtera une nouvelle "commission d'enquête", le jugement éventuel de quelques "responsables" (les petits exécutants de ses lois barbares) et beaucoup de lamentations médiatiques sur la fatalité.

### NUAGE TOXIQUE DE NANTES

■ La population de la région nantaise a échappé de justesse, le 29 octobre, à un nouveau Seveso, à un nouveau Bhopal. Vers 9 h 30, un feu se déclare dans 850 tonnes d'engrais chimiques (nitrate d'ammonium, généreusement utilisé en agriculture) plongeant la zone portuaire dans un brouillard suffocant. Poussé par un léger vent d'est, le nuage toxique s'étire sur cinq kilomètres de large et vingt de long. A midi, les chantiers navals de Saint-Nazaire, soixante kilomètres plus à l'ouest, sont fermés.

### METRO DE LONDRES

■ Londres, mercredi 19 novembre, 19h30. En quelques minutes la station de métro de King's Cross, une des plus importantes de cette énorme métropole devient un véritable enfer. La salle de distribution des billets se transforme en fournaise. Le labyrinthe des couloirs est envahi par une fumée suffoquante en même temps qu'il est plongé dans le noir : il n'y a pas de système d'éclairage de secours. Les rames, dont les conducteurs ne sont informés que tardivement de l'incendie, continuent de déverser les passagers sur les quais. Et, quand ils le sont, ils reçoivent comme consigne de ne pas s'arrêter. Les voyageurs qui sont sur les quais sont piégés : ils ne peuvent même pas s'enfuir face à la fumée qui envahit ceux-ci. Quand les pompiers arrivent, ils sont incapables de s'orienter : ils ne disposent pas des plans de la station qui sont enfermés au milieu de la fournaise.

Parmi les causes expliquant l'ampleur de l'incendie il y a les amoncellements de détritus : alors que ceux-ci devraient être vidés tous les jours, ils le sont tous les dix jours ; en deux ans, les effectifs du personnel de nettoyage ont été réduits de 30%.

Parmi les "arguments" expliquant la catastrophe il y a la vétusté des installations : le métro de Londres est le plus vieux du monde. Ces dernières années, les crédits affectés aux rénovations n'ont cessé de se réduire.

(SUITE P. 6)

## ITALIE

## LA POURSUITE DU COMBAT POUR L'UNIFICATION

■ Depuis 3 années, la classe ouvrière en Italie n'avait pas engagé de mouvements importants et la bourgeoisie italienne, tout comme les médias internationaux, nous avait donné en exemple "le miracle économique" italien réalisé grâce au "sens des responsabilités" des ouvriers et, thème cher dans cette propagande, à leur "esprit de démerde" qui leur permettait de "s'accommoder" (1) de la misère chronique de leurs conditions de vie. Mais le "miracle" a fait long feu. Les illusions déjà faibles sur la possibilité pour le capital italien de vivre encore dans une certaine stabilité économique vont s'effondrer avec l'aggravation actuelle de la situation économique internationale.

Cependant, il est clair que les ouvriers ne vont pas courber l'échine une nouvelle fois, parce qu'ils sont repartis au combat dès le début de cette année, comme l'ont montré les huit mois de grève des travailleurs de l'école. Ils ont démenti, par la détermination de leur mobilisation et leur combativité, tous les mensonges sur leur prétendue passivité et la vague de grèves sauvages, principalement dans tout le secteur des transports, qui secoue l'Italie depuis le début du mois d'octobre nous le montre avec force.

Mais ce que nous montre aussi ces mouvements, c'est que le combat que les ouvriers ont engagé n'est pas une particularité "italienne", mais qu'il est pleinement partie prenante de la vague internationale de luttes ouvrières qui s'étend dans toute l'Europe depuis 4 ans ; l'engagement ouvrier actuel en Italie est un apport et un renforcement fondamentaux du développement des luttes du prolétariat mondial vers leur unification.

## UNE COMBATIVITE QUI S'ETEND

Avec les attaques gouvernementales et patronales portées dès septembre, les ouvriers sont donc repartis au combat, ne laissant pas de répit dans leur riposte, et leur combativité reste non seulement intacte mais a redoublé ; de plus, alors que la grève des instituteurs n'avait touché que ce seul secteur, même s'il y avait alors des mouvements épars chez les cheminots, et conducteurs de bus, le mouvement de grèves des transports a touché l'ensemble de ce secteur (cheminots, personnel des transports aériens, conducteurs de bus, de tramways).

L'actuelle vague de grèves démarrait le 2 octobre avec les cheminots qui bloquaient la quasi-totalité des trains, contre le projet de la direction d'instaurer une prime à la productivité ; le même jour, les pilotes d'ATI (Compagnie d'aviation intérieure) se mettaient en grève illimitée contre les baisses de salaires, et le mouvement gagnait dès la semaine suivante les personnels au sol.

Les syndicats se précipitaient alors pour cloisonner le mouvement dans les transports aériens entre personnel au sol et personnel volant, appelant à une grève immédiate de 24 heures pour les premiers et en appelant à faire grève 24 heures... le 16 octobre pour les seconds. A la fin du mois, malgré les manoeuvres des syndicats appelant à des journées d'action ultérieures pour calmer et contrôler la dynamique de grève, isolant par secteur et divisant encore dans le secteur ou encore focalisant sur la question de "la réglementation du droit de grève dans les services" que cherche à imposer le gouvernement - la situation s'était encore "dégradée" et le mouvement tendait à s'élargir de plus en plus, sur un fond de combativité, de colère grandissantes.

Des grèves tournantes "sauvages" du personnel au sol et naviguant de l'aéroport de Rome contraignait la direction à annuler quotidiennement plus de 100 vols par jour durant la dernière semaine d'octobre, rejetant les appels des centrales syndicales à cesser la grève.

Dans les chemins de fer, c'est tour à tour que se mettaient en grève les conducteurs de train, puis les roulants, débrayant ici et là sporadiquement, en dehors de toute consigne syndicale. Le 26 octobre, c'étaient également les conducteurs de bus et de tramways de Turin qui se mettaient en grève "sauvage" quasi-totale. Durant novembre, le mouvement ne s'était pas enravé, loin de là, malgré les manoeuvres systématiques des syndicats et des syndicalistes de base.

Ainsi dans l'aéroport de Rome et pour l'ensemble du personnel au sol et volant d'Alitalia -qui annonce 10 % de licenciements- les syndicats, afin d'enrayer et tenter de contrôler le mouvement, annonçaient 2 jours de grève pour les 20 et 21 novembre. Mais le 17, les personnels se mettaient en grève et proposaient 4 jours de grève du 19 au 22 novembre !

Dans les chemins de fer, face à la montée du mécontentement, les syndicalistes de base décidaient des grèves de 24 heures du 27 au 28 pour les conducteurs et du 29 au 30 pour les roulants contre les conditions des nouvelles conventions collectives.

## "CATASTROPHES"

(SUITE DE LA P. 5)

A 14h, le plan Orsec est déclenché, les voitures de police sillonnent les rues et par haut-parleur demandent aux habitants de rentrer chez eux et de se calfeutrer, puis c'est l'évacuation de 25 000 personnes.

S'il n'y a pas eu mort d'homme ce jour-là, c'est uniquement parce qu'heureusement il ne pleuvait pas, réduisant ainsi le faible degré d'hygrométrie qui peut se trouver au ras du sol. On peut imaginer l'ampleur de la catastrophe si les vents d'ouest habituellement dominants avaient poussé le nuage vers les 600 000 habitants de Nantes. Plusieurs jours sont nécessaires pour évacuer une telle population. Comme l'affirmait avec le plus froid cynisme la presse bourgeoise, ces gaz "peuvent entraîner, en effet, selon le taux dans l'air,

Aussi il est clair que le mouvement est loin de faiblir et il est significatif que le secteur des transports n'est à présent plus le seul dans la lutte.

Ainsi le 5 novembre, 150 à 200 000 retraités manifestaient à Rome, bloquant tout le centre, pour exiger l'augmentation de leurs pensions et contre les attaques portées sur leur couverture sanitaire.

Le 17 novembre, plusieurs milliers d'hospitaliers de Gênes et de l'hôpital de San Martino en Ligurie (un des plus grands d'Europe) manifestaient dans la ville contre l'aggravation des conditions de travail et les diminutions de salaire.

Le 17 encore, 5 000 ouvriers de l'usine de production de zinc, Pertusola-Sud à Crotona (Calabre) se mettaient en grève, et bloquaient toute une journée la ligne de chemin de fer, contre la mise en "cassa integrazione" de 60 d'entre eux.

Bien que nous disposons de peu d'informations et que la bourgeoisie fait tout actuellement pour cacher la combativité et la profondeur du mouvement qui se développe en focalisant sur la question de la légalisation des COBAS (comités de base dont nous parlerons plus bas dans cet article), il faut affirmer que les poussées répétées, soutenues, engageant de plus en plus d'ouvriers, manifestent un combat d'ampleur qui revêt une importance significative pour le prolétariat mondial.

## L'IMPORTANCE DES LUTTES ACTUELLES : UNE EXPERIENCE FONDAMENTALE DANS LE PROCESSUS A L'UNIFICATION

Les luttes qui se déroulent actuellement portent en elles non seulement l'expérience de la classe ouvrière en Italie mais surtout, celle qui s'est manifestée dans tous les mouvements ouvriers au niveau mondial depuis 4 ans. Et les luttes en Italie tendent à pousser plus loin cette expérience et ces acquis, à les enrichir, affirmant et développant les conditions nécessaires à l'unification des combats ouvriers. Les caractéristiques contenues dans le mouvement actuel ne peuvent que nous confirmer cette tendance internationale :

- des mouvements massifs impliquant des secteurs entiers de la classe ouvrière, mouvements s'enchaînant les uns après les autres ;
- des grèves simultanées, dans différents secteurs (cheminots, personnel des aéroports, conducteurs de bus, etc...);
- une forte tendance à l'extension des luttes dont un exemple frappant et l'incapacité des syndicats à cloisonner le mouvement dans les transports aériens entre personnel au sol et personnel volant qui se sont rejoints d'emblée, sur la base de revendications communes ;
- des grèves surgissant spontanément et brutalement, manifestant la claire volonté de l'ensemble de la classe à prendre sa lutte en mains, contre les syndicats et leurs directives, volonté qui prend une ampleur grandissante avec le développement des luttes.

## LE SYNDICALISME DE BASE : UN REMPART CONTRE L'UNIFICATION DES LUTTES

La classe ouvrière en Italie a une longue expérience de la gauche, et en particulier du PCI, et des syndicats. Ce sont par exemple les premiers qui ont mené dans les années 70 toute la politique d'austérité et ce sont les seconds qui ont fait passer les attaques profondes sur lesquelles s'est bâti le "miracle italien" des 3 dernières années. Les ouvriers ne pouvaient que tirer les leçons d'une telle expérience politique, fondamentale dans le mouvement d'aujourd'hui, et la profonde méfiance par rapport aux syndicats qui s'est manifestée activement le montre clairement. Ainsi, c'est en-dehors des syndicats, contre leurs appels au calme que les ouvriers se mettent en grève, s'efforçant de rester sur le terrain de leurs revendications de classe, d'être maîtres de leur action.

Mais, alors que la colère contre les attaques du gouvernement et du patronat, contre les manoeuvres des syndicats, se matérialise de façon de plus en plus élargie, il est une leçon que les ouvriers n'ont pas poussé à bout : c'est la persistance d'une grave illusion sur le syndicalisme lui-même. Une claire expression de cette illusion est montrée par la forme actuelle que prennent les COBAS (comités de base). Nés du souci juste et fondamental dans les rangs ouvriers de prendre leur lutte en mains, de décider eux-mêmes des revendications et des actions à entreprendre, d'étendre le mouvement le plus largement possible, afin d'imposer un rapport de forces conséquent face à la bourgeoisie et à ses attaques (voir RI N°161), ceux-ci tendent à devenir de plus en plus clairement des appendices syndicaux. Nés de l'initiative ouvrière, ils se sont vus infiltrés par des gauchistes et des syndicalistes radicaux de tous poils, de

des troubles respiratoires graves, allant de la mort rapide, en cas de concentration élevée, à l'apparition d'œdèmes du poumon, en cas de concentration moyenne". ("Ouest-France" du 30/10) Les risques d'explosion étaient énormes et, sous l'effet de la chaleur, les 500 kg de pyralène présents dans l'entrepôt auraient pu se transformer en dioxine comme à Seveso.

La classe dominante n'a que faire des vies humaines. La sécurité des populations n'entre pas dans ses calculs. A petite échelle nous en avons eu de nouveau l'exemple, à Nantes : les ordres contradictoires, la saturation du réseau téléphonique, l'engorgement des voies routières... Ainsi, les 80 habitants du quartier ouvrier de Roche-Maurice, situé sous le vent à 100 m de l'incendie, ont été évacués dix heures après les autres et pour eux, bien sûr, pas question d'un contrôle radiologique.

Ce qui est en cause, ce n'est pas la technologie en soi, mais sa non-maîtrise par le capitalisme.

stalinien "à la base", qui n'ont eu de cesse de critiquer "radicalement" les syndicats officiels pour mieux ramener sur le terrain de la défense du syndicalisme. Tentant de dévoyer les luttes parties contre les salaires, contre les conditions de travail, contre la dégradation des conditions de vie ouvrières, ils focalisent aujourd'hui sur le faux problème de forger un syndicalisme "représentatif" des ouvriers et de faire reconnaître par la loi bourgeoise les COBAS, organisant même des grèves sur cette problématique fautive.

La manoeuvre est limpide : utilisant la méfiance des ouvriers par rapport aux syndicats, les syndicalistes de base focalisent sur cette question en elle-même, dénaturant, oblitérant ce qui en fait le fondement, c'est-à-dire le besoin d'étendre, de contrôler le mouvement ; et enfermer ainsi les ouvriers par secteurs, par corporations, alors que c'est l'ensemble de la classe ouvrière en Italie qui développe une lutte formidable et qu'elle développe ainsi les conditions pour faire reculer la bourgeoisie.

Les ouvriers de la SNCF ont fait l'hiver dernier en France l'amère expérience en décembre-janvier du fait que le syndicalisme de base est un couteau dans leur dos. Ceux d'Italie sont en train de pousser plus loin la méfiance active contre les syndicats et la nécessité impérieuse de ne compter que sur eux-mêmes, et dans le processus à l'unification des luttes qui se développent en Italie comme partout en Europe, cette expérience est nécessaire et vitale.

Mais elle ne pourra porter ses fruits qu'avec l'extension des luttes, la recherche de la solidarité des ouvriers des autres secteurs en lutte, dans l'action commune. C'est la seule voie pour réaliser l'unification et faire reculer les attaques de la bourgeoisie.

PPR.

Note :

(1) Thème cher à l'Etat qui promouvait en 83 le travail au noir ; et cher à Agnelli, patron de Fiat, responsable des 200 000 licenciements qui avait "assaini" l'entreprise, initiateur des "cassa integrazione", période de licenciement temporaire, en fait déguisement d'un chômage pur et simple.

## Luttes ouvrières dans les pays "socialistes"

## YOUgoslavie

■ Début novembre, le parlement yougoslave adopte un nouveau programme d'austérité visant à stopper une inflation galopante évaluée déjà à 135 % pour les six derniers mois de l'année ; gel des salaires, nouvelles hausses des prix (69 % pour l'électricité, 62 % pour le charbon, 61 % pour les tarifs ferroviaires, 100 % pour l'essence etc...).

Trois jours après l'annonce de ces mesures d'austérité draconiennes, 3 500 ouvriers des aciéries de Skopje, capitale de la Macédoine, se sont mis en grève pour protester contre cette chute brutale de leur pouvoir d'achat et sont allés manifester devant le parlement après avoir refusé de discuter avec la direction de leur usine qui tentait de justifier la baisse des salaires en arguant des difficultés conjoncturelles de l'entreprise.

Devant l'énorme combativité des sidérurgistes, le gouvernement a été contraint -comme lors de la gigantesque vague de grève du printemps dernier- de reculer, en cédant immédiatement aux ouvriers des augmentations de salaire allant jusqu'à 20 %, alors que depuis trois mois le mécontentement ne cesse de s'amplifier, de se généraliser à tous les secteurs de la production, à toutes les régions.

## ROUMANIE

■ Le 15 novembre, 15 000 ouvriers des usines de camions de Brasov, une de principales villes industrielles de Roumanie, sont descendus dans la rue pour manifester leur colère contre le nouveau plan d'austérité du gouvernement de Ceaucescu : aggravation dramatique de la pénurie alimentaire, nouvelles économies d'énergie interdisant aux familles tout usage de machine à laver, de réfrigérateur, de fer à repasser et leur imposant une consommation quotidienne de 35 kw/h d'électricité maximum (2 heures de lumière par jour !). Ces mesures, annonçant la perspective d'un hiver encore plus rude que les années précédentes furent la goutte qui a fait déborder le vase. Ainsi, alors que la bourgeoisie appelait ce jour-là à se rendre aux urnes pour l'élection de conseils locaux, les ouvriers de Brasov, rejoints par des milliers de passants, apportent aujourd'hui la plus importante réponse de classe que le prolétariat ait jamais apporté en Roumanie depuis la révolte des mineurs de la vallée de Jiu en 1977. C'est aux cris de "Nous voulons du pain ! A bas la dictature !" qu'ils ont pris d'assaut le siège local du parti, la mairie et d'autres bâtiments officiels, brûlant dans leur rage les drapeaux et les portraits de Ceaucescu.

Alors que dans les pays de l'Est, la classe ouvrière n'a jamais connu d'autre réponse à ses luttes que la répression sanglante du régime stalinien, la réaction de l'Etat est aujourd'hui extrêmement modérée.

En effet, si les milices anti-émeutes se sont gardées d'intervenir massivement, si le gouvernement semble aujourd'hui plus ouvert à la "négociation", au "dialogue", c'est essentiellement par crainte d'une généralisation de la colère ouvrière à l'ensemble du pays.

Les luttes ouvrières qui surgissent aujourd'hui dans les pays dits "socialistes" sont une manifestation éclatante de l'accélération des combats du prolétariat mondial.

FR

# CONFERENCE DES "COMITES DE SOUTIEN" EN GRANDE BRETAGNE LES MANOEUVRES DU SYNDICALISME DE BASE

■ En Grande Bretagne au printemps, cet été et à l'automne se sont tenues à Leeds et à Manchester différentes "Conférences de soutien" ("Support Conference") et de "solidarité" (Solidarity Conference) à l'initiative de divers groupes d'ouvriers impliqués dans des conflits en GB, de groupes d'ouvriers licenciés et de groupes de "soutien" à différentes luttes dans le pays.

A première vue de telles réunions qui se donnent pour but de regrouper les ouvriers qui veulent lutter, qui se tiennent en dehors des syndicats dans une situation où de plus les syndicats montrent non seulement leur incapacité de mener la lutte, mais encore leur capacité de la saboter, doivent présenter un intérêt pour tous les ouvriers combattifs de plus en plus conscients qu'il ne faut pas se laisser faire, qu'il faut lutter, se regrouper et ne pas laisser le terrain libre aux syndicats pour organiser les luttes.

Mais ces conférences, si elles servent bien à attirer les énergies combattives, ce n'est pas, comme elles veulent le laisser croire, pour trouver réellement des moyens de développer la lutte, mais bien pour l'empêcher et la dévoyer dans des impasses, tout comme le font les syndicats qu'apparemment elles récusent en s'organisant en dehors d'eux.

## SIGNIFICATION DES CONFERENCES EN G.B. : LA BOURGEOISIE PREND LES DEVANTS

En GB, la bourgeoisie prend les devants face au développement de l'usure syndicale. La grève de British Telecom (BT) en janvier dernier a montré clairement que les ouvriers commencent à tirer les leçons des précédentes défaites : les longues guerres d'usure, la solidarité financière, le combat dans l'isolement, préconisés par les syndicats ne paient pas. BT a été une grève massive (100 000 personnes impliquées) courte et qui s'est étendue très rapidement et de façon spontanée, sans attendre les consignes syndicales, les votes etc. (1)

La bourgeoisie a tiré les leçons de cette situation. Depuis plusieurs mois déjà, partout en Europe, on a vu le syndicalisme de base venir contrecarrer, dévier, saboter les luttes ouvrières en cours. On l'a vu lors de la grève de la SNCF en France avec la mainmise des gauchistes sur la Coordination Sud (2), on le voit en Italie depuis plusieurs mois et actuellement (voir page 6).

A son tour, la bourgeoisie anglaise développe une activité préventive. Les "conférences" de Leeds et Manchester correspondent à cette nécessité : face à la prise de conscience croissante qu'il ne faut pas compter sur les syndicats pour lutter, à la nécessité ressentie par les ouvriers de se regrouper, de se mobiliser, de rechercher des moyens de se défendre et de lutter, la bourgeoisie prend les devants. L'organisation des Conférences de Manchester et Leeds, à l'instar des conférences de chômeurs de Göttingen et Cologne en RFA (3), a une fonction : dévoyer les énergies combattives dans des impasses et les stériliser. Les maîtres d'oeuvre de cette politique en GB, comme partout, sous couvert de "groupes d'ouvriers licenciés", "groupes de soutien" à telle ou telle lutte, sont bien entendu des gauchistes, en général affiliés aux syndicats où ils sont shop-stewards ("délégués de base"), en particulier les trotskystes, ou même préconisant une organisation "extra"-syndicale comme les anarcho-syndicalistes plus "radicaux" (4).

## LES CONFERENCES : UNE MANOEUVRE GAUCHISTE

Beaucoup de groupes impliqués dans ces réunions disaient fonder leur existence sur une activité liée à différentes luttes isolées et longues (plusieurs mois pour la lutte de Senior Coleman, de l'Ancoats Hospital, de Al Food, etc.), ou étaient des groupes d'ouvriers licenciés d'une même entreprise et se posaient des questions sur les échecs subis. Les "syndicats étaient critiqués pour leur "désertion" ou leur inefficacité. Mais au lieu de discuter des leçons à tirer de ces échecs, et des actions à mener aujourd'hui envers les luttes en cours, c'est-à-dire des moyens de développer la réponse de la classe ouvrière à toutes les attaques qu'elle subit, les discussions ont porté sur bien d'autres sujets : à la 1ère conférence en bonne part sur l'indépendance envers les partis et les bureaucraties syndicales ; à la 2è (en juillet dernier) cette position "passait", et sans plus de discussion ni de vote, étaient faites de multiples propositions d'actions envers... les actions syndicales et diverses campagnes. Par ailleurs, l'organisation de futures conférences et ses modalités pratiques ont occupé une bonne part de la réunion. On n'avait pas discuté des tâches de ces réunions, ni dit un mot sur les luttes en cours au même moment. A la dernière Conférence (novembre), les participants ont été divisés en "ateliers de discussion" sur des "thèmes" de toutes sortes ("les campagnes anti-racistes, la question des femmes dans les syndicats, le soutien au parti travailliste" etc.) parmi lesquels des questions comme la solidarité et l'extension des luttes étaient noyées.

On reconnaît bien là les pratiques des gauchistes communes à tous les pays : même avec un langage anti-syndical, ils sont les fervents supporters du syndicalisme, avec pour idéologie "la base". Toute leur action est de ramener les préoccupations dans le giron d'une activité et d'une problématique de type syndical.

- Quand la question du rôle des syndicats se pose de plus en plus ouvertement aux ouvriers, que ceux-ci se rendent compte qu'il n'y a rien à attendre d'eux et qu'ils doivent compter sur eux-mêmes, on leur propose d'abord de se réunir en dehors des syndicats et on accepte la "critique" des syndicats mais en prenant position contre les "bureaucraties", en préconisant... la création d'un nouveau type de syndicat : une même organisation mais "à la base".

- Quand les ouvriers se rendent compte que les actions syndicales ne paient pas, qu'ils veulent mener d'autres actions et se dégager du cadre syndical pour agir, on crie très fort contre les syndicats et leurs "chefs", et l'on propose comme action... de faire pression sur les

réunions syndicales, et d'intervenir dans les différentes campagnes "anti-racistes" ou sur "la démocratie" dont les syndicats anglais et les gauchistes de tous poils sont si friands.

- Quand les ouvriers se rendent compte que pour être forts, il faut agir massivement, et de façon unie, discuter et agir tous ensemble, on les réunit dans des "conférences" qui doivent sans cesse "s'élargir" pour les diviser en de multiples sous-"groupes de travail" sans développer de véritable discussion collective et en tenant des parodies d'assemblées générales.

- Quand ils montrent la volonté d'agir et de se battre, on les "occupe" à organiser des conférences qui préparent d'autres conférences, etc.

Tout ce genre de manoeuvres qu'on a déjà rencontrées en France, en RFA, en Belgique, en Italie, partout en Europe, se développe lorsque se développe une conscience grandissante qu'il faut prendre les choses en mains et ne pas compter sur les syndicats. Face à la nécessité qui se fait jour pour les ouvriers de se regrouper, de former des groupes, des comités qui cherchent comment faire avancer les luttes, les Conférences sont une parodie gauchiste des vrais groupes et comités de lutte pour dévoyer et déboussoler la combativité, les préoccupations,

l'énergie des ouvriers dans des activités stériles.

Les ouvriers qui veulent lutter, qui se rendent compte du sabotage des syndicats, ont besoin et doivent se rencontrer, se regrouper, discuter, chercher à agir et à intervenir dans la lutte de classe. Il faut tenir des réunions, former des comités, des groupes qui cherchent à faire avancer les luttes. Mais ils doivent prendre garde à ne pas se laisser piéger dans des impasses, perdre leur énergie dans des projets et des réunions comme les "Support" et "Solidarity" Conférences qui sont un piège gauchiste qui stérilise la discussion et toute volonté d'action.

CN

(1) : lire RI n° 154

(2) : lire RI n° 153 et 157

(3) : lire RI n° 154 RI

(4) : divers courants trotskystes, notamment le WRP et le groupe anarcho-syndicaliste (Direct Action Movement) étaient fortement présents aux Conférences.

## OCTOBRE 1917

### Une révolution du prolétariat et non un putsch bolchevik

A l'occasion du soixante dixième anniversaire de la révolution russe, nous publions ci-dessous un article qui restaure la vérité sur la nature prolétarienne d'Octobre 17 contre toutes les déviations et mensonges largement répandus et s'efforçant d'assimiler la prise du pouvoir par le prolétariat en Russie à un putsch fomenté par le parti Bolchévik.

Cet article se situe dans la continuité de ceux parus

■ Les historiens bourgeois parlent de l'insurrection d'Octobre comme de la "prise du pouvoir par les bolcheviks" - jamais comme celle de la CLASSE OUVRIERE. Ceci, parce que l'idéologie dominante peut assez facilement s'accommoder de l'idée des putschs ou des coups d'Etat par une minorité (après tout, ce sont des méthodes politiques éminemment bourgeoises). Par contre, l'idéologie bourgeoise ne peut jamais admettre la possibilité que son règne soit renversé par les exploités, les masses laborieuses agissant consciemment en défense de leurs propres intérêts historiques.

De la classe dominante, nous n'attendons pas autre chose. Mais on mesure la pénétration de cette idéologie bourgeoise dans le mouvement politique prolétarien au fait qu'une partie substantielle du mouvement fait écho à cette conception de l'insurrection d'Octobre.

Le courant bordiguiste se complait à peindre Octobre comme une prise de pouvoir purement conspirative de la part du parti, qui, complotant et menant l'insurrection, montre peu de respect pour les formalités organisationnelles des organes de masse de la classe, les soviets.

A l'autre bout du spectre, le conseillisme reprend la même idée dans le seul but de déplorer l'action des bolcheviks et de montrer la dégénérescence de la révolution comme une preuve de ses thèses selon lesquelles TOUS les partis politiques n'ont d'autre but que leur propre accroissement.

Le courant CWO-Battaglia<sup>1</sup> (BIPR), cependant, préfère se cacher derrière ses ambiguïtés, avec l'assertion de la CWO selon laquelle le parti prend le pouvoir ("à travers" les conseils) et "Battaglia" affirmant clairement dans sa plate-forme de 82 que le parti ne prend pas le pouvoir, tout en défendant le contraire avec une égale force en d'autres lieux (la II<sup>e</sup> Conférence internationale de la gauche communiste). e).

Contre ces fausses conceptions, nous voulons insister brièvement sur la pratique réelle du prolétariat russe et de son parti de classe en octobre 17.

## COMMENT LES REVOLUTIONNAIRES VOYAIENT LA QUESTION A CETTE EPOQUE

Il est parfaitement juste que, en 1917, le mouvement révolutionnaire tout entier, depuis les bolcheviks jusqu'à Rosa Luxembourg, était plus ou moins confus sur l'idée de la prise du pouvoir par le parti au nom de la classe. Cette idée, dans le contexte de l'isolement de la révolution en Russie, devait accélérer la dégénérescence du parti et la désintégration du pouvoir ouvrier. Ce n'est qu'après des années de réflexion sur cette tragique expérience que les révolutionnaires ont commencé à comprendre plus clairement que, bien que le parti agisse au sein des conseils ouvriers pour les gagner au programme révolutionnaire, ce sont les conseils eux-mêmes qui constituent la dictature du prolétariat.

Il est aussi vrai que Lénine, dans son impatience parfaitement explicable à préparer l'insurrection, a commencé en septembre 1917 à envisager la possibilité d'une prise de pouvoir directe par le parti. Mais la réalité des événements qui ont suivi a réfuté cette idée, au point que, dans son "Histoire de la Révolution russe", écrite dix ans plus tard, Trotsky (une des figures dirigeantes dans l'organisation pratique de l'insurrection) était déjà capable de tirer les principales leçons de cette expérience, et donc de rejeter définitivement la vision selon laquelle Octobre n'était qu'un "coup d'Etat bolchevik" :

"La tranquillité des rues en octobre, l'absence de foules et de batailles, ont donné prétexte à parler d'une conspiration d'une minorité insignifiante de l'aventure d'une poignée de bolcheviks. Cette formule a été répétée un nombre incalculable de fois dans les jours, les mois, et même les années qui ont suivi l'insurrection...)

dans les deux précédents numéros de RI, articles dans lesquels nous tirons les enseignements fondamentaux de la plus importante expérience révolutionnaire du prolétariat mondial.

Par ailleurs, nous recommandons vivement à nos lecteurs de se reporter à la brochure que le CCI vient de faire paraître sur cette question.

mais, en réalité, les bolcheviks ont pu réduire au dernier moment la prise du pouvoir à une "conspiration", non pas parce qu'ils étaient une petite minorité, mais parce qu'ils avaient derrière eux, dans les quartiers ouvriers et les casernes, une écrasante majorité, solide, organisée, disciplinée." (Ouvr. cité, vol. III)

Comprendre que l'insurrection du prolétariat n'est pas un événement purement spontané mais nécessite un plan et une préparation consciente et systématique était et reste une avancée de la conscience de classe, produit de la période de février à octobre 17. Mais contrairement à la pensée de Trotsky, cela ne conduit pas à dire que le parti révolutionnaire, qui regroupe nécessairement les couches les plus avancées de la classe, a les moyens de mener l'insurrection par ses propres moyens : "Les relations entre le parti et les soviets firent exploser le désaccord, inévitable dans une période révolutionnaire, entre l'influence politique colossale du bolchevisme et son cadre organisationnel étroit. Un levier correctement appliqué rend un bras vivant capable d'exercer une force de nombreuses fois supérieure à sa propre force, mais sans le bras vivant, le levier n'est qu'un morceau de bois mort." (Idem)

Le fait que seuls les soviets avaient à la fois le "cadre organisationnel" et l'autorité politique pour mobiliser les masses pour l'insurrection fut reconnu par les bolcheviks dans leurs délibérations pour préparer le mouvement : rapport après rapport venant des usines et des casernes se confirmait le fait que les ouvriers et les soldats ne suivraient qu'un appel du soviét. Trotsky conclut :

"Le fait même que les agitateurs et les organisateurs, en cherchant à évaluer l'état d'esprit des masses, en arrivent à la distinction entre le soviét et le parti, montre l'importance de cette question du point de vue des appels à l'insurrection." (Idem)

Naturellement, une insurrection ne peut être entièrement préparée "au vu de tous"; naturellement, les soviets "en général" ne pouvaient mener à bien ces préparatifs : il fallait qu'ils créent un organe spécifique pour diriger et centraliser la prise du pouvoir. Ce fut le Comité militaire révolutionnaire (MRC).

Parce que les bolcheviks avaient une présence politique décisive dans ce comité, la légende veut qu'il n'ait été rien d'autre qu'une vitrine du parti bolchevik. En fait, le MRC comprenait aussi les socialistes-révolutionnaires de gauche, des mencheviks internationalistes, des anarchistes et d'autres. Même un historien bourgeois comme Rabinowitch ("Les Bolcheviks arrivent au pouvoir") a rejeté l'idée que ce comité ait été purement un organe du parti bolchevik.

Trotsky lui-même confirme cette vue dans ses arguments contre l'historien menchevik Pokrovsky, qui soutient que la distinction entre soviét et parti est du pur formalisme, et que "le pouvoir au dernier moment fut pris non par le soviét, mais par une organisation illégale" de manière évidente, créée ad hoc.

Trotsky répond :  
"Le Comité militaire révolutionnaire était un organe élu par le soviét. Le rôle dirigeant du Comité dans l'opération ne violait en aucune manière la légalité des soviets dont le professeur se moque, mais dont les masses sont extrêmement jalouses." (Idem)

Octobre 17 peut être résumé ainsi : la prise du pouvoir par la classe ouvrière, organisée dans ses soviets et sous la direction politique du parti bolchevik. Comprise ainsi, c'est un témoignage du potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière, et en même temps un appel aux minorités communistes d'aujourd'hui pour qu'elles réalisent qu'elles sont leurs réelles responsabilités et leurs tâches dans la lutte pour la révolution prolétarienne.

MU



# UN RIDEAU DE FUMEE DERRIERE LE RIDEAU DE FER

■ Avec stupéfaction, l'Europe en guerre avait appris en Octobre 17 la nouvelle d'une révolution prolétarienne en Russie. C'est avec la même stupéfaction que le prolétariat mondial — y compris en Russie — apprend de la bouche de Gorbatchev qu'une nouvelle révolution voit le jour en URSS.

Jusqu'à-là, la définition lancée par Trotski faisait encore force de loi : c'était "l'irruption violente des masses dans le domaine où se règle leur propre destinée", dans la vie politique. Gorbatchev et sa bande ont quant à eux pensé et décidé que ce serait simplement une restructuration — la "perestroïka" — dont les PC ont aujourd'hui la bouche pleine, qu'il s'agit simplement et pacifiquement "de s'arracher au marécage du conservatisme et de rompre l'inertie de la stagnation". "La gravité des problèmes, continue Gorbatchev, les délais qu'ils ont demandé pour être compris et pour que des solutions soient adoptées, ont rendu nécessaire d'agir d'une manière révolutionnaire et de proclamer une révision elle-même révolutionnaire de la société."

Nous sommes bien d'accord avec lui quand il affirme que la gravité des problèmes actuels en URSS rend nécessaire une révolution. Nous ajouterons cependant deux précisions à cette affirmation : la première, c'est que la gravité des problèmes touche l'ensemble de l'humanité, et la seconde, que la révolution nécessaire sera prolétarienne et internationale. Déjà, ces deux précisions montrent une divergence profonde : car Gorbatchev parle des intérêts de l'Etat soviétique et de son économie quand nous parlons du processus réel qui se développe dans le prolétariat de tous les pays — à l'Est comme à l'Ouest — et qui va aboutir à des affrontements de classe décisifs entre celui-ci et tous les Etats du monde, pour "socialistes" et "révolutionnaires" qu'ils se proclament.

Il nous faut alors traduire ce que veut dire le "camarade suprême", puisque nous ne mettons pas le même contenu aux mêmes mots. Les problèmes graves dont il parle sont ceux de l'économie soviétique, déjà arriérée et frappée en outre de plein fouet par la crise économique du système capitaliste : certes, l'inflation et le chômage n'existent pas officiellement à l'Est, mais cela ne les empêche pas d'être présents. La lutte de classe n'existe pas non plus officiellement, cela ne fait pas pour autant disparaître les luttes ouvrières :

— le niveau de productivité est extraordinairement bas, le chômage n'existe pas officiellement dans la rue, comme à l'Ouest, mais il est néanmoins présent partout dans les entreprises, où les ouvriers n'ont rien à faire qu'attendre la fin de la journée;

— l'inflation est aussi présente et elle se traduit très concrètement par l'absence de biens de première nécessité dans les magasins, devant lesquels s'allongent en permanence des files de gens dans l'espoir de trouver à acheter le minimum pour survivre;

— le mécontentement social, dans ces conditions, se développe inévitablement; malgré le black-out total sur les informations concernant les luttes ouvrières, certaines nous parviennent tout de même, dont nous faisons écho régulièrement (1). Car, à quoi leur sert leur salaire, si les ouvriers ne trouvent pratiquement rien à acheter pour subvenir à leurs besoins?

## LE STALINISME EST DE RETOUR

La "révolution" dont parle Gorbatchev n'est pas la nôtre. En France, la droite l'a baptisée austérité et la gauche rigueur. Dans tous les cas, elle a signifié l'exploitation accrue pour les ouvriers, oppression et misère généralisées. Au nom de la "révolution nécessaire", la clique au pouvoir en Russie tente de rejeter la responsabilité de la crise grave qui frappe l'économie en URSS — la même que dans le reste du monde — sur les dirigeants qui l'ont précédée, et elle les désigne "conservateurs" et "plongés dans le marécage de l'inertie et de la stagnation". Ce faisant, elle espère bien sûr faire accepter l'austérité par une partie de la population et de la classe ouvrière, la mobiliser contre les "conservateurs" et pour soutenir Gorbatchev, mais ce n'est là qu'un objectif secondaire. Le principal objectif, celui qui est glissé entre deux discours virulents contre "l'irresponsabilité et la mauvaise gestion", est désigné par un avertissement sans équivoque : l'annonce d'une répression implacable contre "l'indifférence blasée ou la paresse".

"L'inefficacité dans la production" devient l'ennemi et là est précisée enfin la vraie nature de la "restructuration". Ceux qui "refuseront de faire des sacrifices" au nom des lendemains qui chantent, ceux qui tenteront de résister à l'approfondissement de la misère — des ouvriers poussés à bout — seront alors coupables de s'opposer à l'avenir radieux qu'on leur promet depuis tant d'années, ils seront des "contre-révolutionnaires" et traités comme tels. Voilà le fond de la "perestroïka" voilà l'avenir qu'elle tente de préparer. On voit revenir le spectre de Joseph Staline, le grand bourreau de la révolution russe, qui contribua si efficacement à la répression du mouvement ouvrier partout dans le monde. Il ne suffit pas à la bourgeoisie d'exercer une répression barbare contre le prolétariat quand celui-ci ose s'insurger; il ne lui suffit pas non plus d'exercer une terreur implacable contre lui quand elle l'a défait; il lui faut ajouter à la défaite physique la défaite idéologique, et pour cela effacer des mémoires, le souvenir même des événements. Ainsi, le caractère social, révolutionnaire de la Commune de Paris en 1871 a toujours été édulcoré; comme son souvenir restait présent dans les consciences ouvrières, la bourgeoisie est allée plus loin dans cette besogne après octobre 17 : le stalinisme a détroussé le prolétariat vaincu et s'est paré de son butin. Celui qui a été le chef incontesté de la contre-révolution en Russie, qui a sans faiblir fait assassiner et déporter des centaines de milliers d'ouvriers et de révolutionnaires, a paradé sur la scène politique de ce siècle au nom des valeurs dont il était le principal parjure. L'Internationale, le drapeau rouge, les soviets, le pouvoir ouvrier, la dictature du prolétariat, l'idée même du socialisme et de révolution, sont devenus, entre les mains de Staline,

autant de symboles abjects du pouvoir d'une classe dominante sans scrupule; c'est au nom de ces symboles qu'elle a exercé sur l'URSS, plus sur les pays satellites, une tyrannie de fer. C'est ce Staline qui est discrètement réhabilité par Gorbatchev, et c'est son modèle qu'il tente de suivre.

## A L'ORDRE DU JOUR : LA REVOLUTION PROLETARIENNE.

A l'heure où toute l'économie mondiale subit de plein fouet le krach financier, qui vient illustrer de façon éclatante la faillite historique du système capitaliste, à l'heure où le chômage et la misère envahissent jusqu'aux grandes métropoles industrielles, révélant ainsi sans fard quelle est la vraie part à laquelle ont droit les prolétaires dans le capitalisme; à l'heure où, dans le Golfe Persique, le bloc de l'Ouest développe la plus grande mobilisation militaire depuis la seconde guerre mondiale, indiquant par là à l'humanité tout entière l'avenir de sang et de boue que la bourgeoisie lui prépare; à l'heure où, en fin de compte, le capitalisme ne peut plus cacher qu'il est à l'agonie et qu'il est prêt à entraîner dans la guerre l'humanité tout entière, les luttes de la classe ouvrière commencent à indiquer qu'il existe dans la société une autre force, le prolétariat, capable de s'opposer au capitalisme et de le détruire, offrant par là une autre alternative à la société : la révolution internationale qui la libérera à tout jamais de l'exploitation et de la misère.

Le spectre de la révolution prolétarienne vient à nouveau hanter le vieux monde. Pour parvenir à ses fins historiques, la classe ouvrière doit d'abord réaliser un effort gigantesque pour parvenir à son unification internationale, qui seule lui permettra d'établir un rapport de forces favorable pour poser la question du pouvoir. Dans cet effort, elle doit non seulement s'affronter à toutes les forces que la bourgeoisie entretient pour la maintenir divisée — et en particulier les forces de gauche et d'extrême gauche — mais aussi se réapproprier son expérience historique — les leçons de ses luttes passées, de ses défaites, afin d'en forger autant d'armes pour son combat présent et les enjeux qui se précisent.

Dans les précédents numéros de ce journal (2), nous avons consacré plusieurs articles aux principales étapes du processus qui conduisit le prolétariat à prendre le pouvoir en Russie en octobre 17. Non pour le plaisir désuet de fêter un anniversaire, mais pour contribuer de notre mieux à cet effort de renforcement que doit faire

la classe ouvrière pour affronter le capitalisme et le détruire.

La bourgeoisie ne s'y trompe pas : elle déploie toutes ses forces idéologiques pour tenter d'empêcher que le prolétariat n'aille puiser dans son expérience passée la force dont il a besoin pour mener à bien son projet historique : la révolution mondiale. La bourgeoisie ne célèbre pas l'anniversaire de la révolution d'Octobre. C'est sa défaite qu'elle fête, tout en s'efforçant de préparer les prochains affrontements contre le prolétariat, qu'elle sait inévitables, en "travestissant systématiquement la véritable signification d'Octobre, en faisant du monstrueux Etat soviétique son produit direct." (3)

Prolétaires! La révolution d'Octobre vous appartient, elle n'appartient pas à ceux qui l'ont massacrée. Les combats que nous livrons aujourd'hui contre l'austérité sont de la même nature que ceux qui ont mené la classe ouvrière en Europe à s'affronter à la bourgeoisie dans les années 17-20. C'est vers les mêmes affrontements que nous nous dirigeons, à l'Est comme à l'Ouest!

Prolétaires! La nécessité de l'unification des luttes s'impose de plus en plus comme indispensable pour imposer notre force contre la misère dans laquelle nous plonge toujours plus le capital. C'est à cette unification qu'avait abouti le prolétariat au début du siècle en faisant de la grève de masse son arme essentielle. C'est cette arme que nous reforgeons actuellement, dans nos combats quotidiens, et que nous devons pousser à un niveau plus élevé, vers la lutte massive et internationale. C'est ainsi que nous reprenons le flambeau de la lutte révolutionnaire qui avait conduit à l'Octobre rouge, que nous la conduirons à une révolution dans tous les pays!

Prolétaires!  
Dans chaque lutte se pose pratiquement la question de l'auto-organisation pour échapper au contrôle des appareils qui nous encadrent, et nous conduisent régulièrement à la défaite. Cet effort pour nous dégager des forces de la bourgeoisie, pour les combattre, le prolétariat l'a déjà mené, et cela aboutit alors à la création des conseils ouvriers, composés de délégués élus et révocables à tout moment par les AG qui les ont mandatés et qui les contrôlent. C'est là la forme d'organisation authentiquement ouvrière que nous permettrons réellement, comme un seul corps, d'affronter notre ennemi de classe, de détruire son appareil d'Etat. C'est la forme d'organisation qui nous permettra de construire un autre monde sur les ruines du capitalisme. C'est cette forme d'organisation qui commence à se dessiner à travers toutes les tentatives de comités de grève, de coordination dans tous les pays du monde.

Camarades!  
Octobre 1917 était le sommet d'une vague révolutionnaire qui traversa l'Europe. Nous sommes dans un cours qui, peu à peu, nous conduit à un nouvel assaut révolutionnaire contre le capital. Nous sommes dans un cours qui va nous faire rentrer "massivement dans le domaine où se règle (notre) propre destinée". Par notre capacité à accumuler patiemment les leçons de nos expériences vives, par notre capacité à refaire nôtres les leçons passées de notre classe, nous serons en mesure de triompher et de créer un monde sans exploitation, sans misère, sans guerre : un monde communiste.

C'est là le mouvement que veulent détruire tous les Etats du monde, c'est là le mouvement qui va les affronter dans une lutte mort. Alors revivra cette révolution russe que tente désespérément d'exorciser toute la bourgeoisie mondiale. Alors résonneront à nouveau les paroles de Rosa Luxembourg après l'échec du mouvement spartakiste en 1919 : "La victoire fleurira sur le sol de cette défaite... Dès demain, la révolution se dressera avec fracas, proclamant à son de trompes, pour votre plus grand effroi : j'étais, je suis, je serai!"

Moro

NOTES:  
(1) Revue Internationale n°49.  
(2) Révolution Internationale n°153,158.  
(3) Brochure du CCI "Octobre 17, début de la révolution prolétarienne mondiale".

## Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

### NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont délogées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.